



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction des relations
économiques internationales
et des affaires européennes

**Rapport sur la mise en œuvre
de la décision de la Commission européenne
du 20 décembre 2011
concernant
les services d'intérêt économique général
(juillet 2014)**

Table des matières

Table des matières	2
INTRODUCTION	3
I. Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur.....	4
II. Ministère de la Santé	6
III. Ministère du Logement	11
IV. Ministère de la Famille, de l'Intégration et de la Grande Région, ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et ministère de l'Egalité des chances	22

INTRODUCTION

Le 20 décembre 2011, la Commission européenne a adopté la décision relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'UE aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion d'un service d'intérêt économique général (JOUE L 7/3 du 11 janvier 2012, ci-après la « Décision »).

En vertu de l'article 9 de cette Décision, chaque Etat membre est tenu de présenter à la Commission européenne, tous les deux ans, un rapport sur sa mise en œuvre, comprenant une description détaillée de l'application de celle-ci dans tous les secteurs concernés.

Les secteurs concernés au Grand-Duché de Luxembourg sont les suivants :

- les compensations octroyées à l'Entreprise des Postes et Télécommunications pour le service de transport et de distribution de la presse (ministère de l'Economie et du Commerce extérieur) ;
- les compensations octroyées aux hôpitaux (ministère de la Santé) ;
- les compensations octroyées au Fonds pour le développement du logement et de l'habitat (ministère du Logement) ; et
- les compensations octroyées aux organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (ministère de la Famille et de l'Intégration et de la Grande Région ; ministère de l'Education nationale, de l'enfance et de la jeunesse ; et ministère de l'Egalité des chances).

Le présent rapport couvre les années 2012 et 2013.

I. Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur

Les compensations octroyées à l'Entreprise des Postes et Télécommunications pour le service de transport et de distribution de la presse relèvent de l'article 2, paragraphe 1, point a, de la Décision (compensations ne dépassant pas le montant annuel de 15.000.000 EUR).

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre	
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services considérés comme des SIEG .	<p>Le transport et la distribution de la presse quotidienne sur l'ensemble du territoire luxembourgeois.</p> <p>Le transport et la distribution postale de la presse périodique et les envois en affranchissement à tarif réduit sur l'ensemble du territoire luxembourgeois et la distribution de la presse périodique dans les régions limitrophes des pays voisins où réside une partie importante de la population active au Luxembourg.</p>
Décrire les formes (habituelles) de mandat . Joindre les modèles types de mandats utilisés pour un secteur, le cas échéant.	<p>Conventions relatives au transport et à la distribution postale de la presse quotidienne, de la presse périodique et des envois en affranchissement à tarif réduit, conclues entre l'Entreprise et Postes et Télécommunications et l'Etat.</p> <p>Arrêtés du Conseil de gouvernement</p>
Mentionner la durée (habituelle) du mandat et une fourchette de durées. Indiquer aussi la proportion de mandats de plus de 10 ans.	Durée habituelle de 2 à 5 ans
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.	/
Décrire le mécanisme (habituel) de compensation pour les services concernés, y compris l'instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) utilisé et préciser si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.	L'Etat prend en charge le surcoût du SIEG, majoré d'une marge bénéficiaire raisonnable, par le biais d'une déduction fiscale. La prise en charge est limitée à un montant de 15.000.000 EUR par an.

Décrire les modalités (habituelles) de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.	<p>Les comptes audités de la société doivent indiquer séparément les coûts et les recettes liés au SIEG et ceux liés aux autres services postaux. La comptabilité analytique de la société est validée par le régulateur.</p> <p>En cas de surcompensation éventuelle, l'Etat exige le remboursement. Lorsque le montant de la surcompensation ne dépasse pas 10% du montant de la compensation annuelle moyenne, la surcompensation peut être reportée sur la période suivante et déduite du montant de la compensation due pour cette période.</p>
Montant de l'aide octroyée	
Montant total de l'aide octroyée. Ce montant <u>inclut toutes les aides versées sur votre territoire, y compris les aides versées par les autorités régionales et locales.</u>	Les coûts des années 2012 et 2013 n'ont pas encore été compensés.
Autres informations quantitatives.	Le seul bénéficiaire de ce SIEG est l'Entreprise des Postes et Télécommunications.

II. Ministère de la Santé

Les compensations octroyées aux établissements hospitaliers relèvent de l'article 2, paragraphe 1, point b, de la Décision (compensations octroyées à des hôpitaux fournissant des soins médicaux, qui peuvent être octroyées indépendamment de leur montant annuel).

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre	
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services considérés comme des SIEG .	<p>Tous les établissements hospitaliers mandatés sont repris à l'annexe 1 du plan hospitalier (voir le tableau de classification des établissements hospitaliers ci-dessous).</p> <p>Le territoire concerné est celui du Grand-Duché de Luxembourg.</p>
Décrire les formes (habituelles) de mandat . Joindre les modèles types de mandats utilisés pour un secteur, le cas échéant.	<p>La loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers dispose que les établissements hospitaliers ont pour mission de prêter dans leur domaine d'activité les soins stationnaires et ambulatoires, utiles, nécessaires et de qualité adaptés aux besoins de santé des patients qui font appel à leurs services.</p> <p>Cette loi fixe les détails relatifs à la création et l'extension de tout établissement hospitalier ou de tout service d'un établissement hospitalier par le ministre de la Santé.</p> <p>Le ministre de la Santé assure la coordination de tous les établissements hospitaliers.</p> <p>Le plan hospitalier établi par le règlement grand-ducal du 13 mars 2009 détermine les missions et la composition minimales des structures d'évaluation et d'assurance qualité des prestations hospitalières et les modalités de coordination nationale de ces structures.</p>

	<p>Il vise à coordonner dans l'intérêt de la santé publique l'évolution du système hospitalier en fonction des besoins sanitaires prévisibles du pays, de l'exigence d'assurer un accès équitable à une prise en charge de qualité conforme aux acquis de la science, tout en tenant compte des contraintes découlant d'un fonctionnement efficient.</p> <p>Aux fins de la coordination du système hospitalier national, le règlement détermine:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la composition géographique des trois régions hospitalières ; - les catégories et les critères de classification des établissements hospitaliers ; - les besoins sanitaires du pays en termes de lits d'hospitalisation ; - les services hospitaliers pouvant faire partie des établissements hospitaliers ; - la liste des équipements et appareils soumis à une planification nationale. <p>Le plan hospitalier détermine aussi les missions et la composition minimales des structures d'évaluation d'assurance qualité des prestations hospitalières et les modalités de coordination nationale de ces structures.</p>
Mentionner la durée (habituelle) du mandat et une fourchette de durées. Indiquer aussi la proportion de mandats de plus de 10 ans.	La nature et la durée des obligations de service public sont fixées par les textes précités. Les dispositions du plan hospitalier resteront en vigueur jusqu'à ce qu'il soit modifié ou remplacé par un nouveau règlement grand-ducal.
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.	Les droits exclusifs octroyés aux établissements hospitaliers sont décrits par la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers ainsi que le plan hospitalier établi par le règlement grand-ducal du 13 mars 2009.
Décrire le mécanisme (habituel) de compensation pour les services concernés, y compris l'instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) utilisé et préciser si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.	Les établissements hospitaliers peuvent être considérés comme fournisseurs de service d'intérêt général pour ce qui est du volet de la prestation des services de soins. Pour ce faire, les infrastructures nécessaires pour assurer la prestation de soins médicaux leur sont mises à disposition.

	<p>Toutes les infrastructures hospitalières dont ont besoin les entreprises énumérées ci-dessus sont financées à raison de 80% par l'Etat luxembourgeois par le biais de son Fonds des Investissements Hospitaliers et à raison de 20% par la Caisse Nationale de Santé (CNS).</p> <p>Chaque intervention financière fait l'objet d'une convention de financement entre l'Etat et le gestionnaire de l'établissement hospitalier respectif.</p> <p>Les frais d'exploitation et de fonctionnement des établissements hospitaliers (hors les prestations des médecins mais y compris le personnel soignant) sont couverts par la CNS et font l'objet d'une convention de financement.</p> <p>Cependant, pour ce qui est de la prestation des soins médicaux, il y a lieu d'indiquer que le principe de l'exercice de la médecine libérale est d'application au Grand-Duché de Luxembourg. Chaque médecin en possession d'une autorisation d'exercer la profession est lié par une convention avec la CNS. Le patient choisit librement son médecin (soins stationnaires et soins ambulatoires) et la CNS prend en charge les honoraires médicaux de ses assurés. C'est le médecin libéral qui est rémunéré pour l'acte presté par l'assureur du patient.</p>
<p>Décrire les modalités (habituelles) de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</p>	<p>L'Etat et la CNS ont mis en place un système de suivi et de contrôle des montants accordés.</p> <p>Aucune surcompensation n'est versée aux hôpitaux.</p>

Montant de l'aide octroyée	
Montant total de l'aide octroyée. Ce montant <u>inclut toutes les aides versées sur votre territoire, y compris les aides versées par les autorités régionales et locales.</u>	<p>1. Infrastructures par le biais du Fonds spécial pour les investissements hospitaliers (part de l'Etat) :</p> <p>2012 : 33.500.000 EUR 2013 : 37.400.000 EUR</p> <p>2. Frais de fonctionnement et d'exploitation des hôpitaux pris en charge par la CNS (y compris les frais d'amortissement relatifs à la prise en charge des 20% des infrastructures par la CNS, hors honoraires médecins libéraux) :</p> <p>2012 : 747.400.000 EUR 2013 : 749.500.000 EUR</p> <p><u>Total 1+2 :</u></p> <p>2011 : 771.800.000 EUR 2012 : 780.900.000 EUR 2013 : 786.900.000 EUR</p>
Autres informations quantitatives.	<p>Pour ce qui est du financement des infrastructures, l'Etat procède, sur la base de décomptes validés par les réviseurs des hôpitaux, son propre expert ainsi que par la Direction du Contrôle financier de l'Etat, au remboursement de tous les coûts liés à la mise en place et à la mise à niveau des infrastructures hospitalières.</p> <p>Pour ce qui est des frais d'exploitation et de fonctionnement des établissements hospitaliers, la CNS détermine le montant accordé et procède au contrôle des décomptes présentés par les hôpitaux.</p>

Tableau de classification des établissements hospitaliers

Région hospitalière du Sud (RH Sud)	
Centre hospitalier régional (CHR)	
CHEM	Centre Hospitalier Emile Mayrisch
Hôpital de proximité (HP)	
CSM	Clinique Ste. Marie
Région hospitalière du Centre (RH Centre)	
Centres hospitaliers régionaux (CHR)	
CHL	Centre Hospitalier de Luxembourg
HK/Bohler	Hôpital Kirchberg / Clinique Privée Dr E. Bohler
Hôpital général (HP)	
Zitha	ZithaKlinik
Région hospitalière du Nord (RH Nord)	
Centre hospitalier régional (CHR)	
CHN	Centre Hospitalier du Nord (après fusion HSL/CSJ)
Hôpital général (HG)	
HSL	Hôpital St. Louis (avant fusion HSL/CSJ)
Hôpital de proximité (HP)	
CSJ	Clinique St. Joseph (avant fusion HSL/CSJ)
Etablissements spécialisés	
Etablissements de soins aigus à service national	
INCCI	Institut National de Chirurgie Cardiaque et de Cardiologie Interventionnelle
CFB	Centre National de Radiothérapie François Baclesse
Etablissements de moyen séjour à service national	
CNRFR	Centre National de Rééducation Fonctionnelle et de Réadaptation
CHNP	Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique
Autres établissements de moyen séjour	
HIS	Hôpital intercommunal Steinfort
Etablissements de cures thermales et de convalescence	
CTH	Centre thermal et de santé de Mondorf
CCEM	Centre de Convalescence Emile Mayrisch

III. Ministère du Logement

Les compensations dans le domaine du logement social relèvent de l'article 2, paragraphe 1, point c, de la Décision (compensations octroyées pour les services répondant à des besoins sociaux concernant le logement social, qui peuvent être octroyées indépendamment de leur montant annuel).

Par une loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement (ci-après dénommée, dans la présente partie du rapport, la « loi »), le législateur a institué un établissement public dénommé *Fonds pour le logement à coût modéré*. Depuis une modification légale de 2002, sa nouvelle dénomination est *Fonds pour le développement du logement et de l'habitat*, ci-après le « Fonds du logement ».

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre

Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible **le contenu des services considérés comme des SIEG**.

Le Fonds du logement est un service social d'intérêt général, et plus particulièrement une institution dans le secteur du logement social. Le législateur a chargé cet établissement public d'une mission d'intérêt général : réaliser de sa propre initiative, en collaboration avec d'autres promoteurs, dans le cadre d'un programme annuel ou pluriannuel, toute opération relative à l'acquisition et à l'aménagement de terrains à bâtir ainsi qu'à la construction de logements à coût modéré destinés à la vente ou à la location. Suite à une modification légale en 2002, le Fonds du logement peut réaliser, dans le cadre du développement urbain et rural, toute opération de développement du logement et de l'habitat (missions énumérées aux articles 54 et 55 de la loi).

D'après l'article 55 de la loi, l'action du Fonds du logement, dans le cadre du programme pluriannuel de construction d'ensembles de logements subventionnés et dans le respect des dispositions légales et réglementaires en matière de développement urbain et rural ainsi que d'aménagement du territoire, consiste dans les missions suivantes:

- réaliser l'acquisition de terrains, l'aménagement de terrains à bâtir ainsi que la construction de logements destinés à la vente et/ou à la location;

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ constituer des réserves foncières conformément à l'article 97 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et des réserves de terrains susceptibles d'être intégrées, à moyen ou long terme, dans le périmètre d'agglomération; ▪ créer de nouveaux quartiers de ville, de lieux d'habitat et d'espaces de vie; ▪ promouvoir la qualité du développement urbain, de l'architecture et de la technique; ▪ réduire le coût d'aménagement des terrains à bâtir; ▪ promouvoir le recours aux droits d'emphytéose et de superficie; ▪ agrandir le parc public de logements locatifs et contribuer à en assurer la gestion.
<p>Décrire les formes (habituelles) de mandat. Joindre les modèles types de mandats utilisés pour un secteur, le cas échéant.</p>	<p>Le mandat est prévu par la loi.</p> <p>Les participations de l'Etat sont arrêtées dans le cadre d'un programme annuel ou pluriannuel tenant compte des besoins régionaux et locaux de logements et des projets soumis par les promoteurs. Il fait l'objet d'un règlement grand-ducal, qui fixe également les conditions d'octroi et l'importance des participations de l'Etat, les droits et les obligations du promoteur ainsi que les droits de contrôle de l'Etat (article 19 de la loi). Le dernier règlement grand-ducal pris en la matière est le règlement grand-ducal du 27 août 2013 modifiant et complétant le 9^e programme de construction d'ensembles de logements subventionnés ainsi que les participations de l'Etat.</p> <p>La réglementation exige la conclusion d'une convention - à signer entre le promoteur (Fonds du logement) et le ministre du Logement - qui rappelle les conditions d'octroi et l'importance du montant maximum de la participation étatique pour chaque projet arrêté, tout comme les droits et obligations principales du promoteur ainsi que les droits de contrôle de l'Etat.</p>

<p>Mentionner la durée (habituelle) du mandat et une fourchette de durées. Indiquer aussi la proportion de mandats de plus de 10 ans.</p>	<p>La loi ne prévoit, pour des raisons évidentes et vu l'ampleur du service d'intérêt général à réaliser, aucune durée fixe pour ce mandat.</p> <p>Dans les conventions relatives à des projets de logements locatifs sociaux, le Fonds du logement doit s'engager à donner en location pendant au moins 20 ans les logements concernés conformément aux dispositions de la loi, et notamment ses articles 32 à 36 et ses règlements d'exécution concernant la gestion et les critères de salubrité et d'hygiène auxquels doivent répondre les logements destinés à la location, ainsi que conformément au règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi.</p>
<p>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</p>	<p>Aux termes de la loi, il y a deux sortes d'aides collectives au logement dont pourrait bénéficier le Fonds du logement:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les participations financières de l'Etat pour la construction de logements à coût modéré destinés à la <i>vente</i> (articles 20 à 26 de la loi); b) les participations financières de l'Etat pour la construction de logements à coût modéré destinés à la <i>location</i> (articles 27 à 30quater de la loi). <p>La loi prévoit également ces aides pour les autres promoteurs publics ou privés, si les conditions légales et réglementaires y afférentes sont remplies.</p> <p>De plus, le Fonds du logement est exempt de tous droits, taxes et impôts au profit de l'Etat et des communes, à l'exception des taxes rémunératoires (article 60 de la loi).</p>

<p>Décrire le mécanisme (habituel) de compensation pour les services concernés, y compris l'instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) utilisé et préciser si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</p>	<p>1. Pour les <u>logements destinés à la vente</u>:</p> <p>Pour l'octroi d'une participation financière de l'Etat pour des logements destinés à la vente, la loi prévoit des conditions fondamentales qui doivent être réunies pour chaque projet de construction.</p> <p>Ainsi, les participations de l'Etat ne sont notamment accordées que si <i>au moins 60% des acquéreurs</i> des logements répondent aux conditions d'octroi d'une prime de construction ou d'acquisition, c'est-à-dire obtiennent lors de l'acquisition du logement une aide individuelle au logement sous la forme d'une prime de construction ou d'une prime d'acquisition, liées p.ex. à des conditions de revenu arrêtées par règlement grand-ducal.</p> <p>Cette proportion d'au moins 60% des acquéreurs doit être respectée pendant une période d'<i>au moins 10 ans</i> (au moins 10 ans pour les appartements et au moins 20 ans pour les maisons unifamiliales) à partir de la date d'obtention de la prime de construction/d'acquisition, sinon le Fonds du logement doit rembourser l'intégralité des aides étatiques reçues.</p> <p>Chaque projet de construction d'ensembles destiné à la vente doit comprendre au moins 10% de logements locatifs sociaux, pour favoriser la mixité sociale. Le Fonds du logement veille à éviter la formation de « ghettos ». Pour agir en faveur de la mixité sociale en rassemblant des personnes de toutes les couches sociales, le législateur permet au Fonds du logement de vendre jusqu'à 40% de ses logements sur le marché immobilier privé : la mise en vente de certains biens immobiliers aux enchères publiques a permis et permet d'ailleurs toujours d'assurer au mieux cette mixité sociale, « chère » aux responsables du Fonds du logement. Pour tous ces logements vendus, le Fonds du logement ne touche <i>aucune</i> aide étatique.</p>
---	--

	<p>Toutes les ventes de logements réalisés par le Fonds du logement sont faites sous le régime du droit d'emphytéose ou du droit de superficie. Il ne s'agit donc pas de ventes au sens strict du terme, mais plutôt d'une location à long terme (99 ans). Dans chaque acte notarié de vente d'un logement réalisé par le Fonds du logement (acte intitulé « Droit d'emphytéose et vente » ou « Droit de superficie et vente »), le prix du logement indique également le montant précis de l'aide étatique.</p> <p>Le montant de l'aide étatique accordée au Fonds du logement pour un logement donné d'un projet de construction est ainsi connu et peut être contrôlé très facilement (la loi impose que l'acte de vente indique le prix normal, la participation de l'Etat ainsi que le prix subventionné). De plus, le Fonds du logement pratique une comptabilité transparente, basée sur des principes analytiques, avec une décomposition pour chaque projet. Il y a donc une parfaite transparence financière du mécanisme d'aide, qui ne sert pas les besoins du Fonds du logement mais exclusivement ceux des candidats à l'accession à la propriété, et la participation de l'Etat revient intégralement à l'accédant à la propriété.</p> <p>2. Pour les <u>logements destinés à la location</u>:</p> <p>Concernant les logements destinés à la location, le Fonds du logement peut obtenir une participation financière de l'Etat allant jusqu'à 70% du prix de construction.</p> <p>Toutefois, en contrepartie des aides accordées par l'Etat, le Fonds du logement doit - comme tous les autres promoteurs obtenant ces aides - donner ces logements en location en respectant toutes les conditions prescrites par la réglementation applicable, à savoir le <i>règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement</i>, lequel prévoit des critères très stricts de sélection et où le prix du loyer pour de tels logements est fixé par le législateur : le loyer doit toujours être fonction du revenu disponible et de la composition du ménage</p>
--	--

	<p>occupant, ainsi que de la surface habitable du logement.</p> <p>Vu les conditions strictes imposées pour l'octroi des aides étatiques, les promoteurs privés ne sont jusqu'à ce jour pas intéressés à créer n'importe quel logement locatif social.</p> <p>La loi permet au Fonds du logement de désigner, après délibération de son comité-directeur, jusqu'à 25% des logements de son parc locatif qui de par leur qualité et/ou localisation exceptionnelles sont à louer conformément aux dispositions de la législation sur les baux à loyer. Pour ces logements loués aux conditions du marché locatif privé, le Fonds du logement n'obtient aucune participation financière de l'Etat.</p> <p><u>3. Programme pluriannuel arrêtant le montant maximal des participations étatiques</u></p> <p><i>Toutes les participations de l'Etat - aussi bien celles pour les promoteurs publics que celles pour les promoteurs privés - doivent être arrêtées dans le cadre d'un programme annuel ou pluriannuel, conformément à la loi.</i></p> <p>Le programme actuellement en vigueur est le 9^e <i>Programme de construction d'ensembles de logements subventionnés</i>, arrêtés par les 4 règlements grand-ducaux suivants : (a) le règlement grand-ducal du 24 mars 2010 arrêtant le 9^e programme de construction d'ensembles de logements subventionnés ainsi que les participations de l'Etat; (b) le règlement grand-ducal du 22 janvier 2011 modifiant et complétant le 9^e programme de construction d'ensembles de logements subventionnés ainsi que les participations de l'Etat, (c) le règlement grand-ducal du 28 juin 2012 modifiant et complétant le 9^e programme de construction d'ensembles de logements subventionnés ainsi que les participations de l'Etat, et (d) le règlement grand-ducal du 27 août 2013 modifiant et complétant le 9^e programme de construction d'ensembles de logements subventionnés ainsi que les participations de l'Etat.</p>
--	---

	<p>Conformément aux prescriptions de la loi, les aides étatiques à la construction d'ensembles sont versées aux promoteurs (publics ou privés) sous la <i>condition</i> qu'ils les bonifient <i>intégralement</i> aux acquéreurs éligibles. Par conséquent, le soutien étatique au logement social bénéficie donc intégralement aux personnes / consommateurs finaux ayant des revenus modérés cherchant à se loger.</p>
<p>Décrire les modalités (habituelles) de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</p>	<p>L'article 31 de la loi prévoit que les aides à la construction d'ensembles ne sont accordées qu'aux acquéreurs remplissant les conditions pour l'octroi des primes de construction conformément aux règles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les aides sont ventilées par parts égales entre tous les logements construits; - elles ne sont allouées qu'aux acquéreurs éligibles suivant des barèmes à fixer par règlement grand-ducal et sont remboursables aux mêmes conditions et modalités que les primes de construction. <p>L'acquéreur et le promoteur sont tenus solidairement au remboursement des participations de l'Etat conformément aux dispositions des articles 1197 et suivants du Code civil, le promoteur étant autorisé de répéter contre l'acquéreur la totalité de la participation qu'il a dû rembourser à l'Etat.</p> <p>En cas d'inobservation de la loi et/ou du règlement grand-ducal arrêtant le programme annuel ou pluriannuel de construction d'ensembles de logements subventionnés, les participations de l'Etat sont remboursables au Trésor par le Fonds du logement - comme d'ailleurs par tout autre promoteur public ou privé se trouvant dans une situation analogue - au taux de l'intérêt légal en matière commerciale sans que celui-ci puisse s'en tenir indemne auprès des acquéreurs et locataires.</p>

	<p>Depuis sa création en 1979, le Fonds du logement est placé sous la tutelle du membre du gouvernement ayant le Logement dans ses attributions. Celui-ci surveille donc les activités du Fonds.</p> <p>Conformément à l'article 65 de la loi, le ministre du Logement peut à tout temps contrôler ou faire contrôler la gestion du Fonds du logement.</p> <p>De plus, certaines opérations sont soumises à son approbation expresse:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les aliénations, transactions, échanges de biens ou droits mobiliers et immobiliers du Fonds, les baux emphytéotiques, les emprunts et les constitutions d'hypothèques, le partage des biens immobiliers indivis, si la valeur des biens excède la somme de 25.000 €; - l'acquisition d'immeubles; - le placement de la fortune du Fonds du logement; - les budgets et comptes annuels; - l'engagement du personnel. <p>Depuis sa création, le Fonds du logement veille à la parfaite maîtrise des coûts lors de ses réalisations immobilières. A cette fin, il tient une comptabilité séparée, avec une décomposition pour chaque projet, pour chiffrer notamment un éventuel surcoût et afin d'éviter toute subvention croisée. Le gouvernement dispose de la possibilité de faire vérifier la véracité des informations comptables fournies par l'établissement public.</p> <p>La gestion financière du Fonds du logement est soumise au contrôle de la Cour des Comptes.</p> <p>La présentation des budgets et comptes du Fonds du logement est arrêtée, sur avis du ministre des Finances, par le ministre du Logement.</p> <p>L'audit d'un réviseur d'entreprises indépendant fait partie intégrante des rapports et bilans annuels.</p>
--	--

	<p>Les crédits budgétaires pouvant être alloués en relation avec les aides à la construction d'ensembles de logements subventionnés (dont celles accordées au Fonds du logement) sont limités. Le montant de ces crédits sont prévus chaque année dans le cadre de la loi budgétaire.</p> <p>Des contrôles relatifs aux aides étatiques susmentionnées sont effectuées par les fonctionnaires de l'Etat, notamment du ministère du Logement (Service des Aides au Logement, Service « Comptabilité » et Service « Aides à la construction d'ensembles ») et du ministère des Finances. Les données présentées pour les derniers exercices ont été évaluées comme correctes.</p> <p>Les informations et éléments permettant à la Commission européenne d'établir la conformité des compensations octroyées avec la Décision sont archivées pendant au moins 10 ans, conformément à l'article 8 de la Décision.</p>
Montant de l'aide octroyée	
Montant total de l'aide octroyée. Ce montant <u>inclut toutes les aides versées sur votre territoire, y compris les aides versées par les autorités régionales et locales.</u>	<p><u>Budget de l'Etat 2012:</u> Vente: 1.791.872 EUR Location: 5.247.669 EUR Dotation: 7.500.000 EUR ⇒ total = 14.539.541 EUR</p> <p><u>Budget de l'Etat 2013:</u> Vente: 434.832 EUR Location: 2.813.153 EUR Dotation: 1.000.000 EUR ⇒ total = 4.247.985 EUR</p>
Autres informations quantitatives.	<p>D'autres informations sur les activités du SIEG dans le domaine social (Fonds du logement), sur le ministère du Logement et les aides aux promoteurs peuvent p.ex. être obtenues sur les sites internet suivants :</p> <p>www.logement.lu www.ml.public.lu/fr/index.html www.fondsdulogement.lu</p>

DIVERS / AUTRES OBSERVATIONS

Pour que le secteur du logement social puisse se mouvoir dans un contexte urbain et de durabilité des constructions, le Fonds du logement essaie d'intégrer dans ses grands projets de construction une *mixité des fonctions urbaines*, c'est-à-dire en prévoyant lors de la construction de complexes immobiliers également la réalisation de quelques commerces et services de proximité. Pour de telles réalisations, le Fonds du logement n'obtient évidemment aucun subventionnement de la part de l'Etat.

Pour des raisons évidentes, la mission du Fonds du logement doit englober la rénovation urbaine et la dimension humaine : la planification optimale du développement urbain, la réhabilitation d'anciens quartiers urbains, le maintien des animations sociales, la préservation des fonctions économiques locales, la sauvegarde d'un important patrimoine culturel, la création d'espaces conviviaux (des aires de jeux pour les enfants, des surfaces vertes, etc.) et de structures publiques (des crèches, des commissariats (de police) de proximité, des écoles, etc.), afin de permettre la création de quartiers mixtes sur le plan social, et de répondre aux besoins premiers de leurs habitants.

Toutes ces valeurs et tous ces objectifs se retrouvent codifiés, explicités et dûment chiffrés dans les rapports annuels et bilans que le Fonds du logement publie et met à la disposition des autorités compétentes.

De plus, si le Fonds du logement veut construire dans certains quartiers/régions, la partie écrite du plan d'aménagement général (PAG) de grandes communes du Grand-Duché de Luxembourg (comme, par exemple, la Ville de Luxembourg) prévoit notamment l'obligation pour le promoteur immobilier - qu'il soit public (comme le Fonds du logement) ou privé - de prévoir la réalisation d'un certain nombre de commerces de proximité. Si le Fonds du logement ne marque pas son accord avec une telle contrainte, il n'obtiendra aucune autorisation à bâtir (dont la délivrance est toujours de la compétence du bourgmestre de la commune concernée) pour son projet de construction. Il est sous-entendu que dans une pareille hypothèse, le Fonds du logement n'obtient aucune participation étatique pour ces réalisations « imposées ».

Possibilité pour les promoteurs privés d'obtenir des aides étatiques

Des aides à la construction d'ensembles de logements subventionnés destinés à la vente peuvent également être accordées aux promoteurs privés.

L'article 15 de la loi prévoit clairement que l'Etat est autorisé à « favoriser par des participations financières l'initiative de promoteurs publics ou *privés* en vue de l'acquisition et de l'aménagement de terrains à bâtir ainsi que de la construction de logements à coût modéré destinés à la vente ou à la location ».

Il est évident que *toutes* les conditions à respecter par les promoteurs publics pour l'obtention des aides collectives au logement prévues par la loi doivent également être remplies par les promoteurs privés qui y sont intéressés.

Le gouvernement, et notamment le ministre du Logement, se féliciterait si des promoteurs privés suivaient l'exemple de la société SOCIMMO S.A., qui a bénéficié d'aides collectives au logement il y a environ 20 ans (cet exemple est, malheureusement, resté unique). Il semble que malgré de nombreuses aides collectives au logement dont pourrait également bénéficier au secteur privé, celui-ci n'y soit guère intéressé, à cause des conditions légales imposées aux promoteurs pour bénéficier de telles aides étatiques, et probablement à cause d'un trop faible rendement par rapport à d'autres formes d'investissements immobiliers.

Réforme du Fonds du logement

Enfin, il convient de noter que le gouvernement luxembourgeois issu des élections législatives d'octobre 2013 (élu pour la période 2013-2018) entend réformer le Fonds du logement.

Ainsi l'accord de coalition publié le 3 décembre 2013 prévoit à cet égard : « *Sans vouloir anticiper sur l'analyse et sur l'évaluation des travaux des promoteurs publics précités, le Gouvernement se déclare en faveur d'une restructuration du Fonds du Logement dans l'objectif d'adapter son fonctionnement et son rendement aux besoins réels en politique de logement social et des priorités politiques définies par le Gouvernement en matière de logement. Dans cette optique le Fonds du Logement, en tant qu'établissement public, se prêtera à assurer certaines missions qui incombent à l'Etat, dont notamment: la construction prioritaire de logements sociaux locatifs; la construction prioritaire de logements sociaux destinés à la vente; la gestion administrative et technique du parc immobilier éventuellement par des antennes régionales; l'assurance d'un suivi social adapté des clients du Fonds de Logement, le cas échéant en collaboration avec d'autres instances sociales et les offices sociaux; la création de réserves foncières.* ».

IV. Ministère de la Famille, de l'Intégration et de la Grande Région, ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et ministère de l'Egalité des chances

Cette quatrième et dernière partie du rapport a trait aux participations financières qui peuvent être accordées à certains services sociaux par le ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, le ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ainsi que le ministère de l'Egalité des chances.

Il convient de rappeler qu'à l'échelon national, il n'y a pas de définition du service social d'intérêt général ou du service social en général. Il en est de même de la notion de service public. Ni la Constitution, ni la loi ne donne une définition du service public.

Cette partie du rapport reprend une partie des informations fournies dans les premier et second rapports nationaux sur les services d'intérêt économique général

Le cadre légal et conventionnel de la participation financière de l'État à certains services sociaux résulte à la fois des dispositions de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, désignée ci-après la « loi ASFT »¹, de ses différents règlements grand-ducaux d'exécution et tout particulièrement des conventions qui sont conclues en application de l'article 11 de la loi ASFT avec un organisme gestionnaire d'un service tombant sous le champ d'application de cette loi.

L'agrément prévu par la loi ASFT est obligatoire pour tout prestataire d'une activité prévue par la loi, indépendamment du fait que le prestataire bénéficie d'une participation financière.

À côté de la loi ASFT, différents textes, dont notamment la loi modifiée du 12 septembre 2003 sur le revenu des personnes handicapées², la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de Solidarité à participer aux prix de certaines prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit³, la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille⁴ (voir le point « Divers » ci-après), la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse⁵, le règlement grand-ducal modifié du 13 février 2009 instituant le « chèque service-accueil »⁶ ou la tarification sociale visent à garantir l'accessibilité économique des usagers aux services sociaux.

¹ Mémorial A n° 82 de 1998 - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/1998/0082/index.html>

Mémorial A n° 167 de 2011 - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2011/0167/index.html>

² Mémorial A n° 15 de 2014 - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2014/0015/index.htm>

³ Mémorial A n° 70 de 2004 - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2004/0070/index.html>

⁴ Mémorial A n° 192 de 2008 - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2008/0192/index.html>

⁵ Mémorial A n° 109 de 2008 - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2008/0109/index.html>

⁶ Mémorial A n° 26 de 2009 - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2009/0026/index.html>

Mémorial A n° 162 de 2012 - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2012/0162/index.html>

Mémorial A n° 300 de 2012 - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2012/0300/index.html>

La loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti⁷ permet la création, auprès d'offices sociaux communaux, d'organismes privés ayant le statut d'association sans but lucratif ou d'établissements d'utilité publique, de services régionaux d'action sociale, mandatés à soutenir, par des activités exclusivement sociales répondant à des obligations et des exigences de solidarité nationale et dépourvues de tout but lucratif, la mission de protection sociale du service national d'action sociale.

La loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg⁸ - et ses règlements d'application - mandate l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) à exercer et à soutenir ensemble avec d'autres organismes à but non lucratif des activités exclusivement sociales répondant à des obligations et des exigences de solidarité européenne et nationale, permettant d'accueillir et intégrer les nouveaux arrivants en provenance de l'étranger et d'octroyer une aide sociale aux demandeurs de protection internationale.

1) La loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans le domaine social, familial et thérapeutique

La loi ASFT soumet à un agrément gouvernemental l'exercice, contre rémunération, de certaines activités dans les domaines social, familial et thérapeutique, à savoir :

- l'accueil et l'hébergement de jour et/ou de nuit de plus de trois personnes simultanément,
- l'offre de services de consultation, d'aide, de prestation de soins, d'assistance, de guidance, de formation sociale, d'animation ou d'orientation professionnelle,
- l'offre de services en matière d'évaluation individuelle des ressources et des difficultés, ainsi qu'en matière d'orientation, de coordination et d'évaluation des mesures développées à la suite de cette évaluation individuelle.

La loi ASFT se réfère à des « besoins effectifs constatés par le Gouvernement en conseil » et, par son biais, le législateur luxembourgeois a voulu :

- conférer un cadre légal aux relations entre l'Etat et les organismes de droit privé et de droit public œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique,
- garantir la qualité des dispositifs mis en œuvre,
- assurer une protection maximale des usagers des services concernés par l'introduction de l'outil « agrément ».

En application de l'article 2 de la loi ASFT, toute personne qui entend entreprendre ou exercer une activité soumise à la loi doit disposer d'un agrément. Pour obtenir cet agrément elle doit :

- remplir la condition d'honorabilité, tant dans le chef de la personne physique ou des membres des organes dirigeants de la personne morale responsable de la gestion des activités exercées que dans le chef du personnel dirigeant ou d'encadrement,

⁷ Mémorial A n° 103 de 2004 - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2004/0103/index.html>

⁸ Mémorial A n° 209 de 2008 - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2008/0209/index.html>

- disposer d'immeubles, de locaux ou de toute autre infrastructure correspondant tant aux normes minima de salubrité et de sécurité qu'aux besoins des usagers,
- disposer d'un personnel qualifié en nombre suffisant pour assurer la prise en charge ou l'accompagnement des usagers,
- présenter la situation financière et un budget prévisionnel, à l'exception des requérants de droit public qui y sont obligés par une autre disposition légale ou réglementaire,
- garantir que les activités soient accessibles aux usagers indépendamment de toutes considérations d'ordre idéologique, philosophique ou religieux et que l'utilisateur de services ait droit à la protection de sa vie privée et au respect de ses convictions religieuses et philosophiques.

En cas d'accueil ou d'hébergement de jour et/ou de nuit, les droits et obligations doivent en outre faire l'objet d'un « contrat » écrit (article 10 de la loi ASFT).

Divers règlements grand-ducaux pris en exécution de la loi ASFT précisent les activités visées par la loi, les conditions prévues à son article 2 et les modalités de contrôle de ces conditions.

Les articles 11, 12 et 13 de la loi ASFT autorisent l'Etat à accorder un soutien financier pour l'exercice des activités visées à l'article 1^{er}, ainsi que pour les investissements y relatifs.

Selon l'article 12 de la loi ASFT, les dépenses suivantes peuvent être prises en considération :

- les frais courants d'entretien et de gestion,
- les dépenses de personnel,
- les frais résultant de collaborateurs occasionnels ou bénévoles,
- les frais en relation avec le louage, l'entretien et la réparation de bâtiments et l'équipement mobilier,
- le cas échéant, les frais résultant des prestations spécifiques fournies par l'organisme concerné.

L'article 13 de la loi ASFT définit les modalités de la participation de l'Etat aux dépenses d'investissements.

L'Etat est autorisé à participer jusqu'à concurrence de 50 % aux dépenses d'investissement des organismes bénéficiaires pour ce qui est de l'acquisition, de la construction, de la transformation, de la modernisation, de l'aménagement et de l'équipement d'immeubles destinés à l'exercice des activités visées par la loi ASFT.

Au cas où un projet répond à un besoin urgent au plan régional ou national dûment constaté par le gouvernement en conseil, le taux peut être porté jusqu'à 80 %, voire à 100 % dans le cas où l'Etat doit prendre l'initiative d'un projet pour répondre à un manque d'infrastructure auquel l'activité des organismes s'est révélée impuissante à pourvoir. L'Etat peut exiger le remboursement des montants alloués si avant l'expiration d'un délai à fixer par le contrat, l'organisme bénéficiaire aliène ou décide d'affecter l'objet subventionné à d'autres fins que celles pour lesquelles l'aide de l'Etat a été accordée.

2) Les conventions ASFT

Pour obtenir un soutien financier tel que prévu par l'article 11 de la loi ASFT, le bénéficiaire doit signer une convention avec l'Etat qui détermine :

- 1) les prestations à fournir et les modalités de gestion financière à observer par le bénéficiaire;
- 2) le type de participation financière de l'Etat;
- 3) les moyens d'information, de contrôle et de sanction que possède l'Etat en relation avec les devoirs du bénéficiaire définis sous 1) ;
- 4) les modalités de coopération entre les parties contractantes sans pour autant affecter la gestion qui est de la responsabilité du bénéficiaire.

Par ailleurs, le bénéficiaire doit tenir une comptabilité régulière selon les exigences de l'Etat et les activités projetées doivent répondre à des besoins effectifs constatés par le gouvernement en conseil.

L'outil « convention » qui, en application de l'article 11 de la loi ASFT lie celui qui exerce une activité visée par l'article 1 de la loi ainsi que l'Etat, reflète le modèle luxembourgeois de coopération entre le secteur privé et les autorités publiques. Ce modèle repose sur les deux principes de base suivants :

- l'initiative et l'exécution du projet reviennent à l'organisme gestionnaire sur base du principe de subsidiarité,
- sur base des conditions fixées par la loi pour l'exercice d'une telle activité, l'Etat, s'il approuve l'initiative, peut participer au financement de l'initiative.

La participation financière de l'utilisateur est souvent faite en fonction de sa situation familiale et financière.

- **Conventions spécifiques**

Chaque bénéficiaire d'une participation financière au sens de la loi ASFT doit, conformément à l'article 11, conclure avec l'Etat une convention spécifique. Cette convention est conclue pour la durée d'une année et elle est reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation anticipée.

La convention définit de manière détaillée les obligations respectives de l'organisme bénéficiaire et de l'Etat et fixe l'enveloppe budgétaire annuelle pour chaque service conventionné.

- **Conditions générales**

Les « conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi dite ASFT du 8 septembre 1998 pour une durée de 3 ans », sont conclues pour une durée de trois ans et couvrent la période de 2013 à 2015.

Elles font partie intégrante des conventions spécifiques qui sont conclues annuellement avec chaque bénéficiaire d'une participation financière.

Elles ont pour but de fixer les conditions générales communes applicables à toutes les conventions à conclure conformément aux articles 11 et 12 de la loi ASFT.

Conformément aux conditions générales, les conventions spécifiques doivent définir les engagements respectifs des parties, à savoir :

- les prestations à fournir par l'organisme gestionnaire (le type d'activité exercé par le gestionnaire, la population cible, ainsi que les critères et procédures d'admission, le volume des prestations à fournir) (art. 2.1),
- la qualité des prestations à fournir ainsi que le concept d'action général (CAG) à élaborer par les organismes gestionnaires. Ce CAG « définit les standards de qualité ainsi qu'un système d'évaluation de la qualité des prestations fournies » (art. 2.1.2),
- le type de participation financière de l'Etat, à savoir une participation financière par couverture du déficit, par unité de prestation, forfaitaire ou par projet, mixte (art. 2.2.1),

- participation financière par couverture du déficit (art. 2.2.1.1)

La participation financière de l'Etat versée en vertu des articles 12 a) et b) et de l'article 23 de la loi correspond à 100% du solde des frais de fonctionnement acceptés par l'Etat et des recettes facturées aux usagers, ainsi que d'autres recettes à percevoir en rapport avec la prestation.

- participation financière par unité de prestation (art. 2.2.1.2)

La participation financière de l'Etat versée en vertu des articles 12 a) et b) et de l'article 23 de la loi est établie en fonction du volume des prestations fournies et du prix unitaire par prestation fixé par la convention.

- participation financière forfaitaire ou par projet (art. 2.2.1.3)

La participation financière de l'Etat versée en vertu des articles 12 a) et b) et de l'article 23 de la loi est constituée d'un montant invariable fixé sur base d'une négociation entre parties.

- participation financière mixte (art. 2.2.1.4)

La participation financière de l'Etat versée en vertu des articles 12 a) et b) et de l'article 23 de la loi correspond à une combinaison des différents types de participation financière retenus pour les différentes prestations prévues à la convention.

- les modalités de gestion financière (participation financière des usagers, dons, legs et intérêts, participation financière de l'Etat, avances, décomptes, etc.) (art. 3.1),
- les modalités de coopération entre les parties contractantes (art. 4),
- les moyens d'information, de contrôle et de sanction de l'Etat (art. 5),
- la comptabilité du bénéficiaire (art.6),
- les procédures (art. 7).

Les conditions générales applicables à partir de janvier 2013 font une référence à la Décision.

Il convient de rappeler que le gouvernement luxembourgeois est d'avis qu'une large partie des activités visées par la loi ASFT n'est pas à considérer comme activité économique au sens du droit de l'Union et échappe au champ d'application de la Décision.

La présente partie du rapport énumère l'ensemble des services sociaux visés par la loi ASFT et qui peuvent bénéficier d'une convention spécifique. Par conséquent, elle dépasse le champ d'application de la Décision, car elle inclut non seulement des renseignements sur les services sociaux qui sont de nature économique mais également sur les services sociaux qui sont de nature non économique.

Par conséquent, dans la présente partie du rapport le terme « SIEG » a été remplacé par « SSIG ».

Enfin, il convient de noter que depuis la composition du nouveau gouvernement (arrêté grand-ducal du 4 décembre 2013), une partie des activités ASFT relève désormais des attributions du ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Services relevant de l'article 2, paragraphe 1, point c, de la Décision : services répondant à des besoins sociaux concernant les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables (qui peuvent bénéficier de compensations indépendamment de leur montant annuel)

Services pour personnes en situation de handicap
(ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région)

<p>Décrire le type de services définis comme des SSIG dans le secteur concerné. Enumérer aussi clairement que possible le contenu des services considérés comme des SSIG.</p>	<p>Services pour personnes en situation de handicap</p> <p>1. Service d'aide précoce Est visé tout service qui offre une prise en charge précoce au jeune enfant à besoins spéciaux ainsi qu'un soutien à la famille concernée. L'objet est de limiter les effets d'une déficience voire de compenser un retard développemental par le biais d'une rééducation fonctionnelle, d'une stimulation pédagogique, d'une guidance socio-éducative et d'un accompagnement de la famille.</p> <p>2. Service d'assistance à domicile Est visé tout service qui offre en milieu familial des soins et/ou une aide matérielle et psychologique aux personnes en situation de handicap et à leurs familles. L'objet est de promouvoir le maintien à domicile et de garantir une prise en charge des situations de fin de vie adaptée aux besoins et attentes individuels des personnes concernées.</p> <p>3. Service d'hébergement Est visé tout service qui offre un hébergement et/ou un encadrement professionnel multidisciplinaire à plus de trois personnes en situation de handicap. L'objet est d'assurer un encadrement professionnel à la personne en situation de handicap suivant une approche globale et cohérente en lui fournissant d'une part les aides et soins au sens de la loi modifiée du 19 juin 1998 portant introduction de l'assurance-dépendance et d'autre part un accompagnement socio-pédagogique et une prise en charge des situations de fin de vie adaptés à ses besoins et attentes individuels.</p> <p>4. Service de formation Est visé tout service qui offre une formation professionnelle à plus de trois personnes en situation de handicap ayant dépassé l'âge de l'obligation scolaire. L'objet est de leur procurer des connaissances de nature générale et/ou professionnelle visant une orientation ou une réorientation à la vie professionnelle.</p>
---	--

	<p>5. Service d'activités de jour</p> <p>Est visé tout service qui offre des activités de jour à plus de trois personnes présentant un handicap moyen ou grave ou un polyhandicap. Outre les aides et soins au sens de la loi modifiée du 19 juin 1998 portant introduction de l'assurance-dépendance, le service assure un accompagnement socio-pédagogique et thérapeutique par le biais d'activités variées et adaptées aux besoins et attentes individuels de la personne en situation de handicap. Le service accueille pendant la journée des personnes en situation de handicap qui, en raison de leur déficience et/ou de leur âge, ne peuvent pas suivre de manière continue une formation professionnelle ou un emploi ainsi que, en dehors des périodes scolaires, des mineurs en situation de handicap en âge scolaire. L'objet est d'assurer un encadrement professionnel et multidisciplinaire à la personne en situation de handicap et de soutenir les familles ayant à charge une personne en situation de handicap.</p> <p>6. Service d'information, de consultation et de rencontre</p> <p>Est visé tout service qui offre des activités d'information, de consultation, d'animation et de rencontre aux personnes en situation de handicap et à leurs familles. L'objet est de promouvoir la pleine participation des personnes en situation de handicap et à prévenir leur isolement et leur exclusion sociale.</p> <p>(Art. 3 du règlement grand-ducal modifié du 23 avril 2004 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour personnes handicapées et portant exécution de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique)⁹.</p>
<p>Décrire les formes de mandat. Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant</p>	<p>Les obligations de l'organisme gestionnaire sont définies dans la convention ASFT dont les conditions générales font partie intégrante. Chaque service conventionné doit disposer d'un agrément conformément à la loi ASFT et son règlement d'exécution.</p>

⁹ Mémorial A n° 73 de 2009 - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2009/0073/index.html>

<p>Mentionner la durée du mandat et une fourchette de durées. Indiquer aussi la proportion de mandats de plus de 10 ans.</p>	<p>Les conventions spécifiques sont conclues pour la <u>durée d'une année</u>. Elles sont reconduites tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les conditions générales.</p> <p>Au cas où une convention entre en vigueur en cours d'année, elle est conclue jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, puis reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les conditions générales.</p> <p>Les conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi ASFT sont conclues pour une durée de 36 mois (2013-2015).</p>
<p>Expliquer si les droits exclusifs ou spéciaux sont accordés à des entreprises</p>	<p>Non applicable.</p>
<p>Décrire le mécanisme habituel de compensation pour les services concernés, y compris l'instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) utilisé et préciser si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</p>	<p>Service d'aide précoce Service d'assistance à domicile, service de formation, et service d'information, de consultation et de rencontre :</p> <p>Participation financière par couverture du déficit</p> <p>Service d'hébergement et service d'activité de jour :</p> <p>Participation forfaitaire par unité de prestation</p>
<p>Décrire les modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</p>	<p>Les paramètres de calcul sont fixés dans les conventions spécifiques suivant les principes fixés par la loi et par les conditions générales (cf. chapitre 3 des conditions générales : « Modalités de gestion financière »).</p> <p>Le contrôle et la révision de la compensation sont effectués à l'occasion des décomptes annuels. (cf. chapitre 3.5 « Décomptes » des conditions générales).</p> <p>S'y ajoute que la « Commission d'Harmonisation » prévue par l'article 14 de la loi ASFT a pour mission d'analyser et d'émettre un avis sur les décomptes annuels des frais de fonctionnement des services conventionnés.</p>

	Conformément aux conditions générales, tout organisme gestionnaire s'engage à rembourser au Trésor toute somme indûment touchée. Il s'engage à ne pas réclamer auprès d'une quelconque autre instance, une somme ayant déjà été prise en compte par la convention. Une double facturation en rapport avec une même et seule dépense peut entraîner la résiliation de la convention, nonobstant la répartition civile et poursuite pénale de l'auteur (art. 3.6. des conditions générales).		
Montant total de l'aide octroyée (par année civile).		<u>Décompte 2012</u>	<u>Convention(s)</u> <u>2013</u>
	Sous-Total « participation forfaitaire par unité de prestations » <i>Services d'hébergement et services d'activités de jour</i>	31.831.690 EUR	35.856.906 EUR
	Sous-Total « participation financière par couverture du déficit » <i>Services d'assistance à domicile et services d'information, de consultation et de rencontre</i>	9.279.615 EUR	8.028.829 EUR
	Sous- total services de formation (3)	6.576.597 EUR	6.934.709 EUR
	Total	47.687.902 EUR	50.820.444 EUR
	Participation aux dépenses d'investissements (art. 13 loi ASFT)		
		2012	2013
	Services d'hébergement	5.693.844 EUR	8.495.353 EUR
	Services d'emploi ou "Ateliers protégés"	2.597.957 EUR	5.862.517 EUR
	Services d'activités de jour	895.777 EUR	677.957 EUR
	TOTAL	9.187.578 EUR	15.035.827 EUR

Autres informations quantitatives.	Service d'assistance à domicile	144 places	136 places
	Service d'hébergement	787 lits	784 lits
	Service de formation	204 places	213 places
	Service d'activités de jour	435 chaises	437 chaises
	Service d'information, de consultation et de rencontre	6.419 bénéficiaires	6.181 bénéficiaires
	<p>Les rapports d'activité du ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région des années 2012¹⁰ et 2013¹¹ contiennent également des informations quantitatives relatives aux services énumérés ci-avant.</p>		

¹⁰ http://www.mfi.public.lu/publications/01_rapports-activite/rapp_act_2012.pdf

¹¹ http://www.mfi.public.lu/publications/01_rapports-activite/rapp_act_2013.pdf

Services pour personnes adultes seules ou avec enfants
(ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région)

<p>Décrire le type de services définis comme des SSIG dans le secteur concerné. Enumérer aussi clairement que possible le contenu des services considérés comme des SSIG</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Centre d'accueil Est à considérer comme centre d'accueil, un service ayant pour objet d'accueillir et d'héberger de façon continue ou temporaire plus de trois personnes adultes en difficulté, le cas échéant, accompagnées de leurs enfants. Il offre aux usagers un encadrement spécialisé et un accompagnement éducatif, psychologique et social adapté aux besoins individuels. (Art. 3.1 du règlement grand-ducal modifié du 9 janvier 2001 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes adultes seules ou avec enfants¹² Art. 3 de la Convention pour personnes adultes seules ou avec enfants). - Structure de dépannage Est à considérer comme structure de dépannage, un service qui offre de façon exclusivement temporaire et avec un encadrement minimal un logement à plus de trois personnes adultes en difficulté, le cas échéant, accompagnées de leurs enfants. (Art. 3.2 du règlement grand-ducal modifié du 9 janvier 2001 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes adultes seules ou avec enfants Art. 3 de la Convention pour personnes adultes seules ou avec enfants). - Structure de jour Est à considérer comme structure de jour, un service accueillant le jour plus de 3 personnes adultes en difficulté. L'activité du service peut comprendre, entre autres, la restauration, l'orientation sociale, l'aide à la réinsertion sociale et professionnelle. (Art. 3.3 du règlement grand-ducal modifié du 9 janvier 2001 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes adultes seules ou avec enfants Art. 3 de la Convention pour personnes adultes seules ou avec enfants). - Services d'aide, de conseil et d'assistance pour adultes Est à considérer comme services d'aide, de conseil et d'assistance pour adultes, des services offrant à des particuliers et à des ménages en difficulté, aide, conseil et assistance dans des situations spécifiques d'emploi, de chômage, de logement, de surendettement et/ou assurant un accompagnement social polyvalent ou
--	---

¹² Mémorial a n° 11 de 2001 - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2001/0011/index.html>

	<p>communautaire. En dehors des types d'activité énumérés ci-dessus d'autres types d'activités pour adultes en difficulté peuvent être agréés.</p> <p>(Art. 3.4 du règlement grand-ducal modifié du 9 janvier 2001 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes adultes seules ou avec enfants Art. 3 de la Convention pour personnes adultes seules ou avec enfants).</p>
Décrire les formes de mandat . Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.	Les obligations de l'organisme gestionnaire sont définies dans la convention ASFT dont les conditions générales font partie intégrante. Chaque service conventionné doit disposer d'un agrément conformément à la loi ASFT et son règlement d'exécution.
Mentionner la durée du mandat et une fourchette de durées. Indiquer aussi la proportion de mandats de plus de 10 ans.	<p>Les conventions spécifiques sont conclues pour la <u>durée d'une année</u>. Elles sont reconduites tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les conditions générales.</p> <p>Au cas où une convention entre en vigueur en cours d'année, elle est conclue jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, puis reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les conditions générales.</p> <p>Les conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi ASFT sont conclues pour une durée de 36 mois (2013-2015).</p>
Expliquer si les droits exclusifs ou spéciaux sont accordés à des entreprises	Non applicable.
Décrire le mécanisme habituel de compensation pour les services concernés, y compris l'instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) utilisé et préciser si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée	Participation financière par couverture du déficit.

Décrire les modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.	<p>Les paramètres de calcul sont fixés dans les conventions spécifiques suivant les principes fixés par la loi et par les conditions générales (cf. chapitre 3 des conditions générales : « Modalités de gestion financière »).</p> <p>Le contrôle et la révision de la compensation sont effectués à l'occasion des décomptes annuels. (cf. chapitre 3.5 « Décomptes » des conditions générales).</p> <p>S'y ajoute que la « Commission d'Harmonisation » prévue par l'article 14 de la loi ASFT a pour mission d'analyser et d'émettre un avis sur les décomptes annuels des frais de fonctionnement des services conventionnés.</p> <p>Conformément aux conditions générales tout organisme gestionnaire s'engage à rembourser au Trésor toute somme indûment touchée. Il s'engage à ne pas réclamer auprès d'une quelconque autre instance, une somme ayant déjà été prise en compte par la convention. Une double facturation en rapport avec une même et seule dépense peut entraîner la résiliation de la convention, nonobstant la répartition civile et poursuite pénale de l'auteur. (art. 3.6. des conditions générales)</p>															
Montant total de l'aide octroyée (par année civile). Ce montant inclut toutes les aides versées, y compris les aides versées par les autorités régionales et locales.	<p><u>Décompte 2012</u> : 12.662.759 EUR pour les gestionnaires de services conventionnés pour personnes adultes seules ou avec enfants.</p> <p><u>Convention(s) 2013</u> : 13.234.500 EUR pour les gestionnaires de services conventionnés pour personnes adultes seules ou avec enfants.</p> <p>Participation aux dépenses d'investissement (art. 13 loi ASFT)</p> <table><tr><td></td><td>2012</td><td>2013</td></tr><tr><td>Centre d'accueil</td><td>397.862,71 EUR</td><td>309.413,49 EUR</td></tr><tr><td>Structures de dépannage</td><td>99.630,70 EUR</td><td>92.359,82 EUR</td></tr><tr><td>Services d'aide, de conseil et d'assistance pour adultes</td><td>230.097,09 EUR</td><td>2.125.244,70 EUR</td></tr><tr><td>TOTAL</td><td>727.590,50 EUR</td><td>2.527.018,01 EUR</td></tr></table>		2012	2013	Centre d'accueil	397.862,71 EUR	309.413,49 EUR	Structures de dépannage	99.630,70 EUR	92.359,82 EUR	Services d'aide, de conseil et d'assistance pour adultes	230.097,09 EUR	2.125.244,70 EUR	TOTAL	727.590,50 EUR	2.527.018,01 EUR
	2012	2013														
Centre d'accueil	397.862,71 EUR	309.413,49 EUR														
Structures de dépannage	99.630,70 EUR	92.359,82 EUR														
Services d'aide, de conseil et d'assistance pour adultes	230.097,09 EUR	2.125.244,70 EUR														
TOTAL	727.590,50 EUR	2.527.018,01 EUR														

Autres informations quantitatives.	<p>La contribution financière prévue par l'Etat pour les services conventionnés pour adultes pour l'année budgétaire 2013 s'élève à 13.234.500 EUR, déduction faite des recettes ordinaires qui sont estimées à 746.000 EUR. Elle englobe 143,7 postes de personnel pour un coût de 11.671.500 EUR. Les frais de fonctionnement s'élèvent à 1.563.000 EUR.</p> <p>Les informations quantitatives sont disponibles dans le rapport d'activité du ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.</p> <p>Les rapports d'activité du ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région des années 2012¹³ et 2013¹⁴ contiennent également des informations quantitatives relatives aux services énumérés ci-avant.</p>
---	---

¹³ http://www.mfi.public.lu/publications/01_rapports-activite/rapp_act_2012.pdf

¹⁴ http://www.mfi.public.lu/publications/01_rapports-activite/rapp_act_2013.pdf

Services pour personnes âgées
(ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région)

<p>Décrire le type de services définis comme des SSIG dans le secteur concerné. Enumérer aussi clairement que possible le contenu des services considérés comme des SSIG</p>	<p>1. Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (club senior)</p> <p>Est à considérer comme centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (club senior) tout service qui s'adresse principalement à des personnes âgées, pour leur proposer, entre autres, des prestations diverses de restauration, d'assistance au niveau de la vie quotidienne, de guidance socio-familiale et psycho-médico-sociale, d'orientation institutionnelle, de consultation psycho-socio-gérontologique, de formation (géragogie, initiatives de type « université 3e âge »), d'animation et de loisir, ceci entre autres dans le but de participer à la prévention et au déficiences éventuelles liées au vieillissement.</p> <p>(Art. 4.6 du règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées, Art. 3 de la Convention « Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (Club Senior) »).</p> <p>2. Appel-Assistance Externe</p> <p>Est à considérer comme appel-assistance externe toute activité consistant à garantir à au moins trois personnes un service de permanence d'appel et, le cas échéant, de communication d'aide et de secours d'urgence.</p> <p>(Art. 4.10 du règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées).</p> <p>3. Activités Senior</p> <p>Sont à considérer comme activités-senior, des prestations de formation (géragogie, initiatives de type « université 3e âge), de supervision, de consultation, de médiation, d'animation et d'assistance, organisées par un même service pendant au moins 20 heures par semaine et proposées principalement soit aux personnes âgées ou aux personnes en fin de vie, soit à leurs familles, soit aux personnes et aux services qui œuvrent au bénéfice de ces usagers et de leurs familles.</p> <p>(Art. 4.11 du règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées)¹⁵.</p>
--	---

¹⁵ Mémorial A n° 107 de 2010 - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2010/0107/index.html>

Décrire les formes de mandat . Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.	Les obligations de l'organisme gestionnaire sont clairement définies dans la convention ASFT dont les conditions générales font partie intégrante. Chaque service conventionné doit par ailleurs disposer d'un agrément conformément à la loi ASFT et ses divers règlements d'exécution.
Mentionner la durée du mandat et une fourchette de durées. Indiquer aussi la proportion de mandats de plus de 10 ans.	<p>Les conventions spécifiques sont conclues pour la <u>durée d'une année</u>. Elles sont reconduites tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les Conditions générales.</p> <p>Au cas où une convention entre en vigueur en cours d'année, elle est conclue jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, puis reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les Conditions générales.</p> <p>Les conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi ASFT sont conclues pour une durée de 36 mois (2013-2015).</p>
Expliquer si les droits exclusifs ou spéciaux sont accordés à des entreprises.	Non applicable.
Décrire le mécanisme habituel de compensation pour les services concernés, y compris l'instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) utilisé et préciser si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.	<p>1. Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (club senior)</p> <p>Les conventions signées sont des conventions bi- respectivement tripartites entre le ministère et l'organisme gestionnaire responsable ou entre le ministère, l'organisme gestionnaire et l'(les) autorité(s) communale(s) pour la couverture des frais du personnel permanent des centres régionaux d'animation et de guidance pour personnes âgées (Clubs Seniors).</p> <p>La convention fixe la participation financière de l'Etat à un montant max. de 87% des frais de personnel éligibles liés aux postes conventionnés (art. 9 et 11 de la convention particulière). Les 13% restants sont pris en charge par la/les communes cosignataire(s) de la convention.</p> <p>Hormis cette convention, des accords bipartites peuvent exister entre l'organisme gestionnaire et l' (les) autorité(s) communale(s) concernant la prise en charge d'éventuels frais liés à l'engagement de personnels supplémentaires, aux locaux occupés par le service, aux moyens d'information/publicité auprès de la population cible locale, à la couverture d'un éventuel déficit, etc. Il peut s'agir de prestations en nature et/ou en espèce.</p> <p>2. Appel-Assistance Externe</p> <p>Participation financière par couverture du déficit.</p>

	<p>3. Activités senior</p> <p>Participation financière par couverture du déficit ou forfaitaire.</p>								
Décrire les modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.	<p>Les paramètres de calcul sont fixés dans les conventions spécifiques suivant les principes fixés par la loi et par les conditions générales (cf. chapitre 3 des conditions générales : « Modalités de gestion financière »).</p> <p>Le contrôle et la révision de la compensation sont effectués à l'occasion des décomptes annuels. (cf. chapitre 3.5 « Décomptes » des conditions générales).</p> <p>S'y ajoute que la « Commission d'Harmonisation » prévue par l'article 14 de la loi ASFT a pour mission d'analyser et d'émettre un avis sur les décomptes annuels des frais de fonctionnement des services conventionnés.</p> <p>Conformément aux conditions générales, tout organisme gestionnaire s'engage à rembourser au Trésor toute somme indûment touchée. Il s'engage à ne pas réclamer auprès d'une quelconque autre instance, une somme ayant déjà été prise en compte par la convention. Une double facturation en rapport avec une même et seule dépense peut entraîner la résiliation de la convention, nonobstant la répartition civile et poursuite pénale de l'auteur. (art. 3.6. des conditions générales)</p>								
Montant total de l'aide octroyée	<p>1. Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (club senior)</p> <table><tr><td><u>Décompte 2012</u> 3.144.063 EUR</td><td><u>Convention(s) 2013</u> 3.807.638 EUR</td></tr></table> <p>2. Appel-Assistance Externe</p> <table><tr><td>Participation financière de l'Etat</td><td><u>Décompte 2012</u> 714.704 EUR</td><td><u>Conventions 2013</u> 751.877 EUR</td></tr><tr><td>Participation financière des autorités locales pour le compte de leurs résidents-bénéficiaires du service</td><td><u>Exercice 2012</u> 375.923,70 EUR</td><td><u>Exercice 2013</u> 374.493,27 EUR</td></tr></table>	<u>Décompte 2012</u> 3.144.063 EUR	<u>Convention(s) 2013</u> 3.807.638 EUR	Participation financière de l'Etat	<u>Décompte 2012</u> 714.704 EUR	<u>Conventions 2013</u> 751.877 EUR	Participation financière des autorités locales pour le compte de leurs résidents-bénéficiaires du service	<u>Exercice 2012</u> 375.923,70 EUR	<u>Exercice 2013</u> 374.493,27 EUR
<u>Décompte 2012</u> 3.144.063 EUR	<u>Convention(s) 2013</u> 3.807.638 EUR								
Participation financière de l'Etat	<u>Décompte 2012</u> 714.704 EUR	<u>Conventions 2013</u> 751.877 EUR							
Participation financière des autorités locales pour le compte de leurs résidents-bénéficiaires du service	<u>Exercice 2012</u> 375.923,70 EUR	<u>Exercice 2013</u> 374.493,27 EUR							

	<p>Les modalités de contribution varient de commune en commune. Il existe 4 modalités de contribution différentes :</p> <p>-la participation forfaitaire, -la participation selon barème social, -la participation au niveau des frais uniques de mise à disposition, et -la participation au « cas par cas ».</p> <p>3. Activités Senior</p> <table><tr><td><u>Décompte 2012</u> 2.709.490 EUR</td><td><u>Convention(s) 2013</u> 2.695.779 EUR</td></tr></table> <p>Participation aux dépenses d'investissements (art. 13 loi ASFT)</p> <table><tr><td></td><td>2012</td><td>2013</td></tr><tr><td>Centres intégrés pour personnes âgées</td><td>20.631.765,00 EUR</td><td>19.509.378,00 EUR</td></tr><tr><td>Maisons de soins</td><td>26.599.055,00 EUR</td><td>6.993.626,00 EUR</td></tr><tr><td>Centres psycho gériatriques</td><td>33.085,00 EUR</td><td>694.157,00 EUR</td></tr><tr><td>Centres régionaux d'animation et de guidance pour personnes âgées</td><td>88.141,00 EUR</td><td>0,00 EUR</td></tr><tr><td>TOTAL</td><td>67.983.811 EUR</td><td>27.197.161 EUR</td></tr></table>	<u>Décompte 2012</u> 2.709.490 EUR	<u>Convention(s) 2013</u> 2.695.779 EUR		2012	2013	Centres intégrés pour personnes âgées	20.631.765,00 EUR	19.509.378,00 EUR	Maisons de soins	26.599.055,00 EUR	6.993.626,00 EUR	Centres psycho gériatriques	33.085,00 EUR	694.157,00 EUR	Centres régionaux d'animation et de guidance pour personnes âgées	88.141,00 EUR	0,00 EUR	TOTAL	67.983.811 EUR	27.197.161 EUR
<u>Décompte 2012</u> 2.709.490 EUR	<u>Convention(s) 2013</u> 2.695.779 EUR																				
	2012	2013																			
Centres intégrés pour personnes âgées	20.631.765,00 EUR	19.509.378,00 EUR																			
Maisons de soins	26.599.055,00 EUR	6.993.626,00 EUR																			
Centres psycho gériatriques	33.085,00 EUR	694.157,00 EUR																			
Centres régionaux d'animation et de guidance pour personnes âgées	88.141,00 EUR	0,00 EUR																			
TOTAL	67.983.811 EUR	27.197.161 EUR																			
Autres informations quantitatives.	<p>1. Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (club senior)</p> <p>Nombre de postes arrêtés dans le cadre des 17 conventions signées avec l'Etat pour 2012 et 2013 : 54,5 postes</p> <p>2. Appel-Assistance Externe</p> <p>Au 31 décembre 2012, le service compte 4.734 clients actifs (76% femmes et 24% hommes). 89% de ces personnes sont âgées de 70 ans et plus.</p> <p>Au cours de l'année 2012, le service a reçu 5.917 alarmes de réelle détresse.</p>																				

	<p>Au 31 décembre 2013, le service compte 4.758 clients actifs (77% femmes et 23% hommes). 89,5% de ces personnes sont âgées de 70 ans et plus.</p> <p>Au cours de l'année 2013, le service a reçu 9.811 alarmes de réelle détresse. (source: rapports d'activité 2012 et 2013 du ministère de la Famille de l'Intégration).</p> <p>Nombre de postes arrêtés dans le cadre des 17 conventions signées avec l'Etat pour 2012 et 2013 : 11,0 postes</p> <p>3. Activités Senior</p> <p>Actuellement 5 services sont concernés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un organisme gestionnaire organisant un service d'assistance administrative qui effectue toutes sortes de travaux en rapport avec la comptabilité et le calcul des salaires des services gérées par des organisations gestionnaires membres, organisant un service « études, documentation et communication, assurant une mission d'information et de promotion « grand public » à destination des personnes âgées et organisant ensemble avec le service du ministère des rencontres régulières de l'ensemble des gestionnaires des organisations œuvrant dans le domaine de l'« active aging ». - Un organisme gestionnaire s'engageant à sensibiliser la société face à la maladie, la mort et le deuil, à lutter contre l'isolement des malades en fin de vie et des personnes en deuil, à encourager une communication authentique entre le malade et son entourage, à accompagner et soutenir le malade confronté à sa maladie, à sensibiliser à la thérapie contre la douleur, à accompagner les personnes en deuil et à contribuer à développer la « pensée palliative » dans tous les établissements de soins. - Un organisme assurant un service de formation au personnel dirigeant, soignant ou autres professionnels œuvrant dans le secteur des personnes âgées et une académie seniors au bénéfice de toute personne âgée de plus de 50 ans. - Une association type « self-help » à envergure nationale proposant des services et activités divers à ses membres soit au niveau national soit à travers des sections locales.
--	---

	<ul style="list-style-type: none"> - Une organisation assurant des activités d'information, de formation et de soutien aux personnes affectées de troubles psycho-gériatriques et aux aidants informels, sur la maladie et le comportement du malade, la prise en charge du malade par la famille, une permanence téléphonique appelée Helpline-SOS Alzheimer, des groupes d'entraide, des activités d'information et de sensibilisation du grand public et un centre de documentation et d'information. <p>Les rapports d'activité du ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région des années 2012¹⁶ et 2013¹⁷ contiennent également des informations quantitatives relatives aux services énumérés ci-avant.</p>
--	--

¹⁶ http://www.mfi.public.lu/publications/01_rapports-activite/rapp_act_2012.pdf

¹⁷ http://www.mfi.public.lu/publications/01_rapports-activite/rapp_act_2013.pdf

**Services de consultation, de formation, de conseil et de médiation pour familles
(ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région)**

<p>Décrire le type de services définis comme des SSIG dans le secteur concerné. Enumérer aussi clairement que possible le contenu des services considérés comme des SSIG</p>	<p>Services de consultation, de formation, de conseil et de médiation (ci-après services socio-familiaux)</p> <p>Est à considérer comme service socio-familial tout service qui offre des activités dans les domaines suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Consultation thérapeutique Est à considérer comme consultation thérapeutique toute activité d'accompagnement psychique au bénéfice d'adultes ou de familles confrontés à des crises personnelles ou des conflits relationnels. 2. Formation socio-éducative Est à considérer comme formation socio-éducative toute activité préventive de renseignements, de conseil ou de formation proposée à des adultes ou des familles pour des raisons sociales, familiales, éducatives ou pédagogiques. 3. Conseil socio-familial Est à considérer comme conseil socio-familial toute activité de conseil et d'accompagnement au bénéfice d'adultes ou de familles confrontés à des conflits socio-familiaux. 4. Médiation socio-familiale Est à considérer comme médiation socio-familiale toute activité permettant à des adultes ou des familles de régler à l'amiable leurs différends relationnels actuels et leurs relations futures. (Art. 2 du règlement modifié du 10 novembre 2006 portant exécution des articles 1^{er} et 2 de la loi ASFT pour ce qui concerne l'agrément à accorder aux personnes physiques ou aux personnes morales entreprenant au exerçant une activité de consultation, de formation, de conseil, de médiation, d'accueil et d'animation pour familles¹⁸).
<p>Décrire les formes de mandat. Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</p>	<p>Les obligations de l'organisme gestionnaire sont clairement définies dans la convention ASFT dont les conditions générales font partie intégrante. Chaque service conventionné doit par ailleurs disposer d'un agrément conformément à la loi ASFT et ses divers règlements d'exécution.</p>

¹⁸ Mémorial A n° 241 de 2011 - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2011/0241/index.html>

<p>Mentionner la durée du mandat et une fourchette de durées. Indiquer aussi la proportion de mandats de plus de 10 ans.</p>	<p>Les conventions spécifiques sont conclues pour la <u>durée d'une année</u>. Elles sont reconduites tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les Conditions générales.</p> <p>Au cas où une convention entre en vigueur en cours d'année, elle est conclue jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, puis reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les Conditions générales.</p> <p>Les conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi ASFT sont conclues pour une durée de 36 mois (2013-2015).</p>
<p>Expliquer si les droits exclusifs ou spéciaux sont accordés à des entreprises.</p>	<p>Non applicable.</p>
<p>Décrire le mécanisme habituel de compensation pour les services concernés, y compris l'instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) utilisé et préciser si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</p>	<p>Participation financière par couverture du déficit.</p>
<p>Décrire les modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</p>	<p>Les paramètres de calcul sont fixés dans les conventions spécifiques suivant les principes fixés par la loi et par les conditions générales. (cf. chapitre 3 des conditions générales: « Modalités de gestion financière »).</p> <p>Le contrôle et la révision de la compensation sont effectués à l'occasion des décomptes annuels. (cf. chapitre 3.5 « Décomptes » des conditions générales).</p> <p>S'y ajoute que la « Commission d'Harmonisation » prévue par l'article 14 de la loi ASFT a pour mission d'analyser et d'émettre un avis sur les décomptes annuels des frais de fonctionnement des services conventionnés.</p>

	Conformément aux conditions générales, tout organisme gestionnaire s'engage à rembourser au Trésor toute somme indûment touchée. Il s'engage à ne pas réclamer auprès d'une quelconque autre instance, une somme ayant déjà été prise en compte par la convention. Une double facturation en rapport avec une même et seule dépense peut entraîner la résiliation de la convention, nonobstant la réparation civile et une poursuite pénale de l'auteur. (Art. 3.6. des conditions générales).						
Montant total de l'aide octroyée (par année civile). Ce montant inclut toutes les aides versées, y compris les aides versées par les autorités régionales et locales	<table border="1"> <tr> <td><u>Décompte 2012</u> 4.190.593 EUR</td><td><u>Convention(s) 2013</u> 4.490.501 EUR</td></tr> </table> <p>Participation aux dépenses d'investissement (art. 13 loi ASFT)</p> <table border="1"> <tr> <td>2012</td><td>2013</td></tr> <tr> <td>74.968,71 EUR</td><td>20.582,33 EUR</td></tr> </table>	<u>Décompte 2012</u> 4.190.593 EUR	<u>Convention(s) 2013</u> 4.490.501 EUR	2012	2013	74.968,71 EUR	20.582,33 EUR
<u>Décompte 2012</u> 4.190.593 EUR	<u>Convention(s) 2013</u> 4.490.501 EUR						
2012	2013						
74.968,71 EUR	20.582,33 EUR						
Autres informations quantitatives.	<p>Le secteur socio-familial comprend 9 services agréés et conventionnés dans le cadre de la loi ASFT et œuvrant dans les secteurs précités.</p> <p>En 2013, 38,3 postes ETP (équivalent temps plein) sont pris en charge par le biais des 9 conventions. 84,11% du coût de la convention 2013 sont des frais de personnel.</p> <p>Les rapports d'activité du ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région des années 2012¹⁹ et 2013²⁰ contiennent également des informations quantitatives relatives aux services énumérés ci-avant.</p>						

¹⁹ http://www.mfi.public.lu/publications/01_rapports-activite/rapp_act_2012.pdf

²⁰ http://www.mfi.public.lu/publications/01_rapports-activite/rapp_act_2013.pdf

Services pour femmes et hommes ; Foyers d'accueil pour femmes, filles et femmes avec enfants (ministère de l'Égalité des chances)

<p>Décrire le type de services définis comme des SSIG dans le secteur concerné. Enumérer aussi clairement que possible le contenu des services considérés comme des SSIG</p>	<ul style="list-style-type: none"> - <u>1. Centre d'accueil classique</u> <p>Un service ayant pour objet d'accueillir et d'héberger en placement jour et nuit de façon permanente et temporaire plus de trois usagers simultanément, le cas échéant accompagnées de leurs enfants, se trouvant en situation de détresse aiguë et nécessitant d'urgence une aide spécialisée durant la journée sous forme d'un accompagnement éducatif, psychologique, social et thérapeutique adapté à leurs besoins individuels. Priorité sera donnée à l'accueil de femmes victimes de violence et/ou des femmes dans des situations de grossesse ou de maternité problématiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>2. Service de logements encadrés</u> <p>Un service dont l'objet est d'accueillir et d'héberger en placement jour et nuit, de façon permanente et temporaire des usagers accompagnées de leurs enfants se trouvant en situation de détresse sociale, ou alors des usagers stabilisées provenant d'un centre d'accueil classique. Il vise en priorité à procurer aux usagers un logement temporaire, une aide pour l'insertion ou la réinsertion professionnelle, pour la gestion de leurs situations financière et juridique et une aide pour l'intégration et la participation sociale. Il vise par ses activités à procurer aux usagers une amélioration de leur qualité de vie en général, un renforcement de leurs compétences psychiques et sociales, afin qu'ils puissent organiser leur vie quotidienne de façon autonome.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>3. Service de logement en milieu ouvert</u> <p>Un service organisé au départ d'un centre d'accueil classique ou d'un service de logements encadrés et qui vise à assurer un soutien à des usagers en difficultés, mais où le degré d'autonomie de l'utilisateur est tel, qu'un encadrement sporadique suffit.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>4. Foyer d'accueil et de dépannage</u> <p>Un service ou une partie de service qui est destiné aux placements urgents jour et nuit pour enfants et jeunes adultes âgés de 12 à 21 ans.</p> <p>Par ailleurs, l'organisme gestionnaire offre des services annexes aux services d'hébergement.</p>
--	---

- **5. Garderie interne**

Un service qui a pour objet d'offrir un accueil aux enfants des usagers encadrées par les services agréés œuvrant dans l'intérêt de l'égalité des hommes et des femmes pendant une partie de la journée. Il assure un accompagnement éducatif, psychologique, social et thérapeutique par des activités variées et adaptées aux besoins des jeunes.

- **6. Centre Parental**

Un service ayant pour objet l'accueil et l'hébergement en placement jour et de nuit de façon permanente et temporaire des femmes et des jeunes filles enceintes ou accompagnées de leur(s) enfant(s) en bas âge(s), des hommes ou des couples accompagnés de leur(s) enfant(s) en bas âge(s).

Le centre parental peut prendre trois formes de structure d'encadrement et d'hébergement, à savoir le centre parental proprement dit, le centre maternel et le centre paternel.

Le centre parental est spécialisé dans l'accompagnement des usagers ayant à se construire comme parent en tissant des liens avec leur(s) enfant(s). L'équipe éducative veille au bien être de l'enfant et de ses parents dans leur parentalité mais également, s'il y a lieu et en cas de besoin, dans leur conjugalité.

Le centre maternel est un centre d'accueil spécifique spécialisé dans l'accueil et l'hébergement de jour et de nuit de façon permanente et temporaire, exclusivement des femmes enceintes accompagnées ou non d'un enfant en bas âge et/ou des femmes jeunes mères, élevant leur(s) enfant(s) en bas âge, afin de leur permettre de se construire, respectivement de se reconstruire comme mère en tissant des liens avec leur(s) enfant(s) à naître et/ou né(s).

Cet accompagnement pluridisciplinaire offre un encadrement intensif (24h / 24h) et dure au maximum jusqu'à l'âge des 3 ans de l'enfant.

Le centre paternel sera un centre d'accueil spécifique accessible aux hommes jeunes pères accompagnés d'enfants en bas âge et sera supposé fonctionner à l'instar du concept du centre maternel.

- **7. Centre de consultation**

Un service offrant des prestations d'accueil, de consultation d'information, d'orientation, d'assistance, de guidance et d'accompagnement aux usagers adultes et mineurs et à leur entourage.

	<p>Ce service se doit d’offrir aussi une intervention de crise permettant aux usagers de trouver une aide d’urgence s’ils se trouvent dans une situation de détresse.</p> <p>Un tel service réalise également un travail public de promotion des activités en faveur des hommes et des garçons respectivement des femmes et des filles et a pour objet d’offrir des prestations d’information et de sensibilisation pour toutes questions se rapportant à leur condition d’hommes, respectivement à leur condition de femmes.</p> <p>Pour ce faire, il peut promouvoir des activités spécifiques et organiser des groupes de travail, des conférences et des formations aux professionnels. Il offrira aussi de la documentation consultable par le public sur la condition des hommes, respectivement des femmes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>8. Centre de réinsertion et d’insertion</u> <p>Un service offrant aux usagers un enseignement théorique et pratique de base, les préparant à l’autonomie.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>9. Service d’assistance aux victimes de violence domestique</u> <p>Un service assistant, guidant et conseillant victimes de violence domestique au sens de la loi modifiée du 8 septembre 2003, en recherchant activement leur contact.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>10. Service prenant en charge les auteur(e)s de violence domestique</u> <p>Un service prenant les auteur(e)s de violence domestique au sens de la loi modifiée du 8 septembre 2003.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>11. Service d’assistance aux victimes de la traite des êtres humains</u> <p>Un service d’assistance aux victimes de la traite des êtres humains au sens de la loi du 8 mai 2009 sur l’assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains.</p>
<p>Décrire les formes de mandat. Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</p>	<p>Les obligations de l’organisme gestionnaire sont définies dans la convention ASFT dont les conditions générales font partie intégrante. Chaque service conventionné doit disposer d’un agrément conformément à la loi ASFT et son règlement d’exécution.</p>

<p>Mentionner la durée du mandat et une fourchette de durées. Indiquer aussi la proportion de mandats de plus de 10 ans.</p>	<p>Les conventions spécifiques sont conclues pour la <u>durée d'une année</u>. Elles sont reconduites tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les conditions générales.</p> <p>Au cas où une convention entre en vigueur en cours d'année, elle est conclue jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, puis reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les conditions générales.</p> <p>Les conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi ASFT sont conclues pour une durée de 36 mois (2013-2015).</p>
<p>Expliquer si les droits exclusifs ou spéciaux sont accordés à des entreprises</p>	<p>Non applicable.</p>
<p>Décrire le mécanisme habituel de compensation pour les services concernés, y compris l'instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) utilisé et préciser si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée</p>	<p>Participation financière par couverture du déficit.</p>
<p>Décrire les modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</p>	<p>Les paramètres de calcul sont fixés dans les conventions spécifiques suivant les principes fixés par la loi et par les conditions générales (cf. chapitre 3 des conditions générales : « Modalités de gestion financière »).</p> <p>Le contrôle et la révision de la compensation sont effectués à l'occasion des décomptes annuels. (cf. chapitre 3.5 « Décomptes » des conditions générales).</p> <p>S'y ajoute que la « Commission d'Harmonisation » prévue par l'article 14 de la loi ASFT a pour mission d'analyser et d'émettre un avis sur les décomptes annuels des frais de fonctionnement des services conventionnés.</p>

	Conformément aux conditions générales tout organisme gestionnaire s'engage à rembourser au Trésor toute somme indûment touchée. Il s'engage à ne pas réclamer auprès d'une quelconque autre instance, une somme ayant déjà été prise en compte par la convention. Une double facturation en rapport avec une même et seule dépense peut entraîner la résiliation de la convention, nonobstant la répartition civile et poursuite pénale de l'auteur. (art. 3.6. des conditions générales)
Montant total de l'aide octroyée (par année civile). Ce montant inclut toutes les aides versées, y compris les aides versées par les autorités régionales et locales.	<p><u>Décompte 2012</u> : 5.156.822 EUR pour les gestionnaires de services conventionnés pour femmes et hommes 5.176.551 EUR pour les gestionnaires de foyers d'accueil pour femmes, filles et femmes avec enfants</p> <p><u>Convention 2013</u> : 5.874.318 EUR pour les gestionnaires de services conventionnés pour femmes et hommes 5.729.119 EUR pour les gestionnaires de foyers d'accueil pour femmes, filles et femmes avec enfants</p>
Autres informations quantitatives.	<p>Les informations quantitatives sont disponibles dans le rapport d'activité du ministère de l'Egalité des chances et le rapport du comité des professionnels contre la violence domestique. http://www.mega.public.lu/fr/publications/index.html</p>

Services pour jeunes
(ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse)

<p>Décrire le type de services définis comme des SSIG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services considérés comme des SSIG.</p>	<p>Services pour Jeunes</p> <p>1) Service de Rencontre, d'Information et d'Animation pour Jeunes Est à considérer comme Service de Rencontre, d'Information et d'Animation pour Jeunes, tout service qui garantit un accueil des jeunes âgés principalement de 12 à 26 ans pour au moins 3 jours par semaine à au moins trois personnes, en leur offrant entre autres des prestations d'information, d'animation et de formation, dite Maison des Jeunes.</p> <p>2) Service de Médiation Est à considérer comme service de médiation pour jeunes tout service qui, pour au moins 50 jours par an, garantit l'accueil des jeunes et adultes ayant un différend dans lequel des enfants ou jeunes sont directement ou indirectement impliqués, et leur propose suivant un processus facultatif et avec l'aide d'un ou de plusieurs médiateurs habilités à établir ou rétablir la communication entre eux, à chercher leurs propres solutions au conflit, à assumer le suivi des accords que les partenaires d'un différend peuvent éventuellement conclure.</p> <p>3) Service de Formation et d'Assistance aux bénévoles des organisations de Jeunesse Est à considérer comme Service de Formation et d'Assistance aux bénévoles des organisations de Jeunesse, tout service qui enseigne une pédagogie de l'animation œuvrant au bénéfice des jeunes pour au moins 50 jours par an à au moins trois personnes, en leur offrant notamment des prestations de formation et qui assiste les bénévoles des organisations de jeunes au niveau national et international.</p> <p>4) Service d'Information pour Jeunes Est à considérer comme Service d'Information pour Jeunes, tout service qui garantit un accueil des jeunes âgés principalement de 12 à 26 ans pour au moins 3 jours par semaine à au moins trois personnes, en leur offrant notamment des prestations de consultation, de guidance, d'aide et d'information.</p> <p>(Art. 5 du règlement grand-ducal du 28 janvier 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour jeunes²¹).</p>
---	--

²¹ Mémorial A n° 9 de 1999 - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/1999/0009/index.html>

	<p>5) Services Vacances</p> <p>Est à considérer comme accueil et animation, toute activité ayant comme objectif principal et ce pour des raisons socio-éducatives ou socio-familiales d'offrir à des enfants, à des adultes ou des familles des prestations d'animation, de loisir ou de vacances.</p> <p>(Art. 2.1 du règlement grand-ducal modifié du 10 novembre 2006 portant exécution des articles 1^{er} et 2 de la loi ASFT. Familial et thérapeutique pour ce qui concerne l'agrément à accorder aux personnes physiques ou aux personnes morales entreprenant au exerçant une activité de consultation, de formation, de conseil, de médiation, d'accueil et d'animation pour familles²²).</p>
Décrire les formes (habituelles) de mandat . Joindre les modèles types de mandats utilisés pour un secteur, le cas échéant.	Les obligations de l'organisme gestionnaire sont clairement définies dans la convention ASFT dont les conditions générales font partie intégrante. Chaque gestionnaire conventionné doit par ailleurs disposer d'un agrément conformément à la loi ASFT et ses divers règlements d'exécution.
Mentionner la durée du mandat et une fourchette de durées. Indiquer aussi la proportion de mandats de plus de 10 ans.	<p>Les conventions spécifiques sont conclues pour la <u>durée d'une année</u>. Elles sont reconduites tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les Conditions générales.</p> <p>Au cas où une convention entre en vigueur en cours d'année, elle est conclue jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, puis reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les Conditions générales.</p> <p>Les conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi ASFT sont conclues pour une durée de 36 mois (2013-2015).</p>
Expliquer si des droits exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.	Non applicable
Décrire le mécanisme habituel de compensation pour les services concernés, y compris l'instrument d'aide utilisé et préciser si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.	Une participation financière mixte est appliquée, c'est-à-dire par forfait et par couverture du déficit.

²² Mémorial A n° 241 de 2011 - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2011/0241/index.html>

Décrire les modalités (habituelles) de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.	<p>Les paramètres de calcul sont fixés dans les conventions spécifiques suivant les principes fixés par la loi et par les conditions générales. (cf. chapitre 3 des conditions générales: « Modalités de gestion financière»).</p> <p>Le contrôle et la révision de la compensation sont effectués par les décomptes annuels. (cf. chapitre 3.5 « Décomptes » des conditions générales).</p> <p>S’y ajoute que la « Commission d’Harmonisation » prévue par l’article 14 de la loi ASFT a pour mission d’analyser et d’émettre un avis sur les décomptes annuels des frais de fonctionnement des services conventionnés.</p> <p>Conformément aux conditions générales tout organisme gestionnaire s’engage à rembourser au Trésor toute somme indûment touchée. Il s’engage à ne pas réclamer auprès d’une quelconque autre instance, une somme ayant déjà été prise en compte par la convention. Une double facturation en rapport avec une même et seule dépense peut entraîner la résiliation de la convention, nonobstant la réparation civile et une poursuite pénale de l’auteur. (Art. 3.6. des conditions générales)</p>													
Montant total de l'aide octroyée. Ce montant inclut toutes les aides versées sur votre territoire, y compris les aides versées par les autorités régionales et locales.	<table><tr><td></td><td>Décompte 2012</td><td>Convention(s) 2013</td></tr><tr><td>Services pour Jeunes (1, 2, 3 et 4)</td><td>11.733.016 EUR</td><td>7.972.439 EUR</td></tr><tr><td>Services Vacances (5)</td><td>1.302.949 EUR</td><td>1.260.680 EUR</td></tr></table> <p>Participation aux dépenses d’investissement (art. 13 loi ASFT)</p> <table><tr><td>2012</td><td>2013</td></tr><tr><td>2.907.948 EUR</td><td>2.618.035 EUR</td></tr></table>		Décompte 2012	Convention(s) 2013	Services pour Jeunes (1, 2, 3 et 4)	11.733.016 EUR	7.972.439 EUR	Services Vacances (5)	1.302.949 EUR	1.260.680 EUR	2012	2013	2.907.948 EUR	2.618.035 EUR
	Décompte 2012	Convention(s) 2013												
Services pour Jeunes (1, 2, 3 et 4)	11.733.016 EUR	7.972.439 EUR												
Services Vacances (5)	1.302.949 EUR	1.260.680 EUR												
2012	2013													
2.907.948 EUR	2.618.035 EUR													
Autres informations quantitatives.	Les rapports d’activité du ministère de la Famille, de l’Intégration et à la Grande Région des années 2012 ²³ et 2013 ²⁴ contiennent des informations quantitatives relatives aux services énumérés ci-avant.													

²³ http://www.mfi.public.lu/publications/01_rapports-activite/rapp_act_2012.pdf

²⁴ http://www.mfi.public.lu/publications/01_rapports-activite/rapp_act_2013.pdf

Services relevant de l'article 2, paragraphe 1, point c, de la Décision : services de garde d'enfants qui peuvent bénéficier de compensations indépendamment de leur montant annuel
(ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse)

<p>Décrire le type de services définis comme des SSIG dans le secteur concerné. Enumérer aussi clairement que possible le contenu des services considérés comme des SSIG</p>	<p>1. Maisons relais pour enfants</p> <p>Est considérée comme maison relais pour enfants, l'activité d'accueil socio-éducatif temporaire sans hébergement d'enfants de moins de 18 ans.</p> <p>L'activité de maison relais pour enfants comprend obligatoirement les prestations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'ouverture du service et l'accueil des usagers, en principe en dehors des heures de classe, pour des plages horaires à définir par le gestionnaire, pendant au moins 200 jours et 500 heures par année civile; – la restauration des usagers comprenant le repas de midi et des collations intermédiaires; – la surveillance des usagers, des prestations d'animation et des activités à caractère socio-éducatif; – l'accompagnement des usagers pour la réalisation des devoirs à domicile. <p>L'activité de maison relais pour enfants peut comprendre, selon la décision du gestionnaire et sans qu'un agrément spécifique ne soit requis, les prestations accessoires suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'appui socio-éducatif; – la garde d'usagers malades, soit dans les infrastructures du service, soit au domicile des usagers ; – des séances de rencontre, d'animation et de loisir à caractère socio-éducatif, instructif ou culturel pour les usagers et leurs familles; – des séances de formation parentale; – des initiatives de rencontre et d'animation à caractère socio-éducatif, intergénérationnel, socio- et transculturel au sein des communautés locales accueillant le service ou ses unités. <p>A la demande du gestionnaire, l'agrément peut prévoir un démarrage progressif des différentes prestations accessoires énumérées ci-dessus, pour une phase limitée au maximum à cinq ans.</p> <p>Pour les services existants au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement, des dérogations peuvent être accordées par rapport aux dispositions l'article 2, alinéa 2, du règlement du 20 juillet 2005 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de maison relais pour enfants.</p>
---	---

	<p>(Art. 2 du règlement grand-ducal du 20 juillet 2005 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de maison relais pour enfants²⁵).</p> <p>L'alinéa 3 de l'article 2 du règlement grand-ducal du 20 juillet 2005 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de maison relais pour enfants est modifié comme suit :</p> <p>«L'activité de maison relais pour enfants peut comprendre, selon la décision du gestionnaire et sans qu'un agrément spécifique ne soit requis, les prestations accessoires suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'appui psycho-social individuel et/ou collectif; – la garde des usagers malades, soit dans les infrastructures du service, soit au domicile des usagers; – l'animation et l'initiation musicale; – l'animation et l'initiation sportive; – l'animation d'activités récréatives en période de vacances scolaires; – des séances de rencontre, d'animation et de loisir à caractère socio-éducatif, instructif ou culturel pour les usagers et leurs familles; – des séances de formation parentale; – des initiatives de rencontre et d'animation à caractère socio-éducatif, intergénérationnel, socio- et transculturel au sein des communautés locales accueillant le service ou ses unités.» <p>(Art. 1 du règlement grand-ducal du 13 février 2009 portant modification du règlement grand-ducal du 20 juillet 2005 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de maison relais pour enfants).</p> <p>2. Foyers de jour, garderies, crèches</p> <p>Sont considérées comme activités d'accueil sans hébergement de plus de trois enfants simultanément au sens de la loi toutes les activités qu'une personne physique ou morale entreprend ou exerce à titre principal ou accessoire et contre rémunération et qui consistent à accueillir sans les héberger, dans des infrastructures non utilisées à d'autres fins privées ou commerciales durant les heures d'ouverture de la structure d'accueil et d'une manière non occasionnelle, plus de trois enfants avec lesquels, dans le cas d'une personne physique, elle n'a aucun lien de parenté ou de tutelle.</p>
--	---

²⁵ Mémorial A n° 123 de 2005 - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2005/0123/index.html>

Mémorial A n° 25 de 2009 <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2009/0025/2009A0373A.html>

Ce règlement a été abrogé par le règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 relatif aux services d'éducation et d'accueil pour enfants - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2013/0199/2013A3702A.html>

	<p>Ces activités peuvent prendre notamment l’une des formes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Crèche Est à considérer comme crèche tout service qui a pour objet l’accueil et la prise en charge éducative sans hébergement d’enfants âgés de moins de quatre ans respectivement d’enfants non encore scolarisés dans des infrastructures professionnelles. - Foyer de jour pour enfants Est à considérer comme foyer de jour pour enfants tout service qui a pour objet l’accueil et la prise en charge éducative sans hébergement d’enfants fréquentant l’éducation précoce, l’éducation préscolaire ou l’enseignement primaire dans des infrastructures professionnelles en dehors des heures de classes respectivement pendant les vacances scolaires. - Service de restauration scolaire Est à considérer comme service de restauration scolaire tout service qui a pour objet l’accueil, la restauration et l’encadrement d’enfants en âge scolaire au moment du repas principal. - Service d’aide aux devoirs Est à considérer comme service d’aide aux devoirs, tout service non scolaire qui a pour objet l’accueil et l’encadrement sans hébergement des élèves de l’enseignement primaire en dehors des heures de classes en vue de leur offrir des activités récréatives et une assistance aux devoirs à domicile. - Garderie Est à considérer comme garderie tout service qui a pour objet l’accueil spontané et l’encadrement sans hébergement d’enfants âgés de moins de 8 ans dans des infrastructures professionnelles et ce pendant moins de 16 heures par semaine par enfant. <p>En dehors des cinq types d’activité énumérés ci-dessus, d’autres formes d’accueil sans hébergement pour enfants peuvent être agréées. Dans ces cas les conditions relatives aux infrastructures et au personnel sont déduites des lignes générales définies par le présent règlement pour un type similaire de prise en charge et pour des tranches d’âge proches.</p> <p>(Art.3 du règlement grand-ducal du 20 décembre 2001 portant exécution des articles 1er et 2 de la loi ASFT pour ce qui concerne l’agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de structures d’accueil sans hébergement pour enfants²⁶).</p>
--	--

²⁶ Mémorial A n° 159 de 2001 - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2001/0159/index.html>
Mémorial A n° 229 de 2012 - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2012/0229/index.html>

Décrire les formes de mandat . Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.	Les obligations de l'organisme gestionnaire d'un service d'éducation et d'accueil sont clairement définies dans la convention ASFT dont les conditions générales font partie intégrante. Tout service conventionné doit par ailleurs disposer d'un agrément conformément à la loi ASFT et ses divers règlements d'exécution.
Mentionner la durée du mandat et une fourchette de durées. Indiquer aussi la proportion de mandats de plus de 10 ans.	<p>Les conventions ASFT des maisons relais, crèches, foyers de jour et garderies sont conclues pour la durée d'<u>une année</u>. Elles sont reconduites tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les Conditions générales.</p> <p>Au cas où une convention entre en vigueur en cours d'année, elle est conclue jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, puis reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les Conditions générales.</p> <p>Les conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi ASFT sont conclues pour une durée de 36 mois (2013-2015).</p>
Expliquer si les droits exclusifs ou spéciaux sont accordés à des entreprises.	Non applicable.
Décrire le mécanisme habituel de compensation pour les services concernés, y compris l'instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) utilisé et préciser si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.	Pour les maisons relais, crèches, foyers de jour et garderies une participation financière par couverture du déficit est appliquée. La participation financière est établie moyennant un budget qui relève le coût des salaires, des frais fixes et des frais d'activités. Les montants repris dans le budget établi par le gestionnaire ne pourront excéder le montant accordé par l'Etat. Le contrôle étatique se fera lors du décompte annuel.
Décrire les modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations .	<p>Les paramètres de calcul sont fixés dans les conventions individuelles suivant les principes fixés par la loi et par les conditions générales. (cf. chapitre 3 des conditions générales: « Modalités de gestion financière»).</p> <p>Le contrôle et la révision de la compensation sont effectués par les décomptes annuels. (cf. chapitre 3.5 « Décomptes » des conditions générales).</p>

	<p>S’y ajoute que la « Commission d’Harmonisation » prévue par l’article 14 de la loi ASFT a pour mission d’analyser et d’émettre un avis sur les décomptes annuels des frais de fonctionnement des services conventionnés.</p> <p>Conformément aux conditions générales tout organisme gestionnaire s’engage à rembourser au Trésor toute somme indûment touchée. Il s’engage à ne pas réclamer auprès d’une quelconque autre instance, une somme ayant déjà été prise en compte par la convention. Une double facturation en rapport avec une même et seule dépense peut entraîner la résiliation de la convention, nonobstant la réparation civile et une poursuite pénale de l’auteur. (Art. 3.6. des conditions générales) Toute somme indûment touchée (montant accordé pas dépensé entièrement) sera repris par l’Etat sur base d’un décompte des frais établi par le gestionnaire et contrôlé par les agents de l’Etat.</p>										
Montant total de l’aide octroyée (par année civile). Ce montant inclut toutes les aides versées, y compris les aides versées par les autorités régionales et locales	<table><tr><td></td><td><u>Décompte 2012</u></td><td><u>Convention(s) 2013</u></td></tr><tr><td>Services conventionnés sous 1.et 2.</td><td>131.062.572 EUR</td><td>140.830.033 EUR</td></tr></table> <p>Participation aux dépenses d’investissements (art. 13)</p> <table><tr><td>2012</td><td>2013</td></tr><tr><td>8.892.661 EUR</td><td>15.842.182 EUR</td></tr></table>		<u>Décompte 2012</u>	<u>Convention(s) 2013</u>	Services conventionnés sous 1.et 2.	131.062.572 EUR	140.830.033 EUR	2012	2013	8.892.661 EUR	15.842.182 EUR
	<u>Décompte 2012</u>	<u>Convention(s) 2013</u>									
Services conventionnés sous 1.et 2.	131.062.572 EUR	140.830.033 EUR									
2012	2013										
8.892.661 EUR	15.842.182 EUR										
Autres informations quantitatives.	<p>Au 31.12.2012 :</p> <p>Maisons relais, crèches foyers de jour et garderies : 396 services conventionnés avec au total 32.063 places conventionnées (source : rapport d’activité 2012 du ministère de la Famille)</p> <p>Au 31.12.2013 :</p> <p>Maisons relais, crèches foyers de jour et garderies : 398 services conventionnés avec au total 34.053 places conventionnées (source : rapport d’activité 2013 du ministère de la Famille)</p> <p>Les rapports d’activité du ministère de la Famille, de l’Intégration et à la Grande Région des années 2012²⁷ et 2013²⁸ contiennent également des informations quantitatives relatives aux services énumérés ci-avant.</p>										

²⁷ http://www.mfi.public.lu/publications/01_rapports-activite/rapp_act_2012.pdf

²⁸ http://www.mfi.public.lu/publications/01_rapports-activite/rapp_act_2013.pdf

DIVERS

La loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille crée dans son article 4 un droit à la demande d'aide. Dans des situations d'enfants en détresse, les parents ou représentants légaux ainsi que l'enfant capable de discernement sont en droit de demander l'assistance de l'Office national de l'enfance. Ils participent à l'élaboration du projet d'intervention socio-éducatif et psychosocial, qui a été élaboré ou validé par l'Office national de l'enfance. Ce projet ne prend effet que s'il est signé par les parents ou représentants légaux et l'enfant capable de discernement. L'enfant, ses parents ou représentants légaux ont le droit de demander à tout moment le réexamen, voire la révocation du projet d'intervention.

Il est créé à l'article 5 un Office national de l'enfance (ci-après « ONE »), qui dans le respect des compétences reconnues par la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse aux autorités judiciaires, a la mission de veiller à la mise en œuvre de l'aide sociale des enfants et des jeunes adultes en détresse.

Dans le cadre de cette loi et sous réserve de l'application des dispositions de la loi ASFT, l'aide sociale aux enfants et aux jeunes adultes en détresse et à leurs familles peut comprendre les mesures d'aide définies par la loi, pour autant qu'elles sont assurées, soit par des services œuvrant sous la tutelle du ministre, soit par d'autres services et sous réserve de l'accord préalable du ministre de tutelle.

L'article 13 dispose que pour être reconnu comme service d'aide sociale à l'enfance, le gestionnaire des mesures d'aide est obligé :

- de disposer d'un agrément délivré par le ministre compétent, conformément à la loi ASFT,
- de définir un projet d'orientation de ses activités, conformément aux droits de l'enfant et témoignant de sa sensibilité particulière pour les enfants affectés au niveau de leurs capacités physiques, mentales, psychiques, sociales ou culturelles,
- de promouvoir la participation des enfants et des parents bénéficiaires de ces mesures d'aide,
- de participer à la lutte contre la violence et la toxicomanie ainsi qu'à la prévention du suicide,
- d'établir un règlement d'ordre interne précisant les conditions d'accès aux mesures d'aide et définissant les droits et les obligations des membres du personnel et des usagers,
- de documenter de façon appropriée les mesures d'aide prestées,
- d'organiser régulièrement des séances de supervision ou de formation continue au bénéfice de son personnel,
- de coopérer avec les ministres concernés par la situation des enfants, le procureur d'Etat et le tribunal de la jeunesse, l'«Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand» et l'ONE,
- de veiller régulièrement à une évaluation externe de la qualité de ces mesures d'aide.

L'article 15 définit que l'Etat participe aux frais des mesures d'aide par des forfaits mensuels, journaliers ou horaires:

- 1) un forfait journalier pour le placement institutionnel ou l'accueil socio-éducatif de jour et de nuit d'après la formule d'accueil de base,
- 2) un forfait journalier pour le placement institutionnel ou l'accueil socio-éducatif de jour et de nuit d'après la formule d'accueil orthopédagogique,
- 3) un forfait journalier pour le placement institutionnel ou l'accueil socio-éducatif de jour et de nuit d'après la formule d'accueil psychothérapeutique ou d'accueil urgent en situation de crise psychosociale aiguë ou d'accueil d'enfants de moins de trois ans,
- 4) un forfait journalier pour le placement familial ou l'accueil socio-éducatif en famille d'accueil d'après la formule d'accueil de jour et de nuit,
- 5) un forfait journalier pour le placement familial ou l'accueil socio-éducatif en famille d'accueil d'après la formule d'accueil de jour,
- 6) un forfait journalier pour le placement ou l'accueil socio-éducatif de jour dans un foyer orthopédagogique ou psychothérapeutique,
- 7) un forfait horaire pour l'aide socio-familiale en famille,
- 8) un forfait horaire pour l'assistance psychique, sociale ou éducative en famille,
- 9) un forfait horaire pour la consultation psychologique, psycho-affective, psychothérapeutique ou psycho traumatologique,
- 10) un forfait horaire pour la médiation familiale et sociale,
- 11) un forfait horaire pour les interventions d'orthopédagogie précoce, de psychomotricité, de logopédie ou d'orthophonie,
- 12) un forfait horaire pour le soutien psychosocial par l'expression corporelle, artistique et artisanale ou par le contact dirigé avec des animaux ou l'environnement,
- 13) un forfait horaire pour l'assistance médicale, pédiatrique, gynécologique ou psychiatrique des prestataires,
- 14) un forfait horaire pour l'assistance psychothérapeutique ou juridique des prestataires,
- 15) un forfait mensuel d'orientation, de coordination et d'évaluation des mesures développées au bénéfice d'un même enfant, de sa famille ou du jeune adulte.

Les fonds nécessaires à la participation étatique aux frais des mesures d'aide énumérées ci-dessus, par des forfaits mensuels, journaliers ou horaires, sont inscrits au budget de l'Etat (pour l'exercice 2014 : 72.400.000.-). Dans le cadre de l'article 15, il est retenu que « les modalités régissant la participation étatique sont fixées dans une ou plusieurs « conventions-cadre » à conclure entre le ministre et les prestataires. Ces dernières sont conclues pour la durée d'une année.

L'article 16 précise que les modalités de fixation des forfaits ainsi que leurs montants sont déterminés par règlement grand-ducal. Ces forfaits ne concernent pas les investissements des prestataires au niveau des infrastructures et des équipements.

Le règlement grand-ducal du 17 août 2011 précisant le financement des mesures d'aide sociale à l'enfance et à la famille retient, outre les types de frais couverts par les différents forfaits, les modalités de fixation des forfaits et les modalités de participation financière des bénéficiaires des mesures d'aide, et les montants des différents forfaits définis à l'article 15 de la loi précitée.

Les articles 1 à 6 du règlement grand-ducal du 17 août 2011 prévoient certains mécanismes d'adaptation des forfaits afin de tenir compte de l'évolution d'éventuels coûts occasionnés aux prestataires de mesures d'aide au niveau des frais de personnel et des frais de fonctionnement des institutions et services suite à des dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles.

Ainsi, il est prévu que :

- les forfaits journaliers sont fixés au plus une fois par an en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la vie, de l'adaptation des quotes-part pour les frais de personnel de direction, d'administration, de personnel logistique et technique et en fonction de l'adaptation des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles régissant les frais salariaux de l'ensemble du personnel d'une mesure d'aide,
- les forfaits horaires sont déterminés en considération de l'évolution des tarifications appliquées par l'assurance-maladie et l'assurance-dépendance à des prestations similaires,
- le forfait mensuel est fixé sur base d'une moyenne des frais réels occasionnés par les prestations d'orientation, d'évaluation et de coordination.

L'article 7 institue une commission de concertation qui a pour mission d'analyser et d'aviser les modalités de détermination des forfaits. La commission soumet son avis au ministre compétent.

La commission réunit :

- un représentant du ministre de la Famille et de l'Intégration ;
- un représentant du ministre des Finances ;
- le directeur de l'ONE ;
- deux représentants de gestionnaires privés offrant des mesures d'aide à l'enfance et à la famille.

Les membres de la commission sont nommés par le ministre de la Famille et de l'Intégration et le ministre des Finances pour un mandat d'une durée de 5 ans.

Des experts peuvent être invités aux séances de la commission. La présidence et le secrétariat de la commission sont assurés par un représentant de l'Etat. La période de concertation débute le 1^{er} octobre et finit le 31 décembre de la même année.

ANNEXES (CONCERNANT LA PARTIE IV DU PRESENT RAPPORT)

- Conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi dite ASFT
- Conventions spécifiques (modèles)

Services pour personnes en situation de handicap

- Convention asp relative à l'accompagnement socio-pédagogique de la personne en situation de handicap dans des services d'hébergement et d'activités de jour (2013)
- Convention pour les services d'hébergement, d'activités de jour, de formation, d'emploi, d'information de consultation et de rencontre, d'aide précoce et d'assistance à domicile pour personnes en situation de handicap (2013)

Services pour personnes adultes seules ou avec enfants

- Convention des services d'hébergement et d'accueil de jour pour personnes adultes (année 2013)
- Convention des services pour personnes adultes (2013)

Services pour personnes âgées

- Convention secteur personnes âgées (2013)
- Convention centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (Club senior) (2013)

Services de consultation, de formation, de conseil et de médiation pour familles

- Convention pour services de consultation, d'animation de médiation et de formation (2013)

Services pour jeunes

- Convention de services pour jeunes – service de rencontre, d'information et d'animation pour jeunes
- Convention centre d'information jeunes asbl (2013)
- Convention services pour jeunes – Centre de médiation asbl (2013)

Services de garde d'enfants

- Convention tripartite - maisons relais pour enfants (2013)
- Convention bipartite maison - relais pour enfants (2013)